

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

ATTIJARIWafa BANK EUROPE SA

Société anonyme au capital de 46 640 180 euros.
Siège social : 6-8, rue Chauchat, 75009 Paris.
485 031 181 R.C.S. Paris.

A. — Comptes annuels 2015 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2016.

I. — Bilan au 31 décembre 2015.

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	2015	2014	Variation en montant	Variation en %
Caisse, banque centrale, CCP	1.1	11 169	10 502	668	6 %
Créances sur les établissements de crédit	1.2	255 506	245 428	10 078	4 %
Opérations avec la clientèle	1.2	191 296	202 200	- 10 904	- 5 %
Effets publics et valeurs assimilées	1.3	35 658	26 507	9 151	35 %
Obligations et autres titres à revenu fixe	1.3			0	
Actions et autres titres à revenu variable	1.3				
Participations et autres titres détenus à LT	1.4	98	45	53	119 %
Parts dans les entreprises liées					
Immobilisations incorporelles	1.5	1 240	1 309	- 70	- 5 %
Immobilisations corporelles	1.5	19 231	22 407	- 3 176	- 14 %
Autres actifs	1.6	22 960	24 155	- 1 195	- 5 %
Comptes de régularisation	1.6	5 121	6 002	- 881	- 15 %
Total de l'actif		542 280	538 555	3 725	1 %

Passif	Notes	2015	2014	Variation en montant	Variation en %
Banques centrales, CCP		0	0	0	
Dettes envers les établissements de crédit	2.1	266 230	247 341	18 889	8 %
Opérations avec la clientèle	2.1	206 714	225 013	- 18 299	- 8 %
Dettes représentées par un titre					
Autres passifs	2.2	14 443	12 999	1 444	11 %
Comptes de régularisation	2.2	8 259	7 693	565	7 %
Provisions pour risques et charges	2.3	1 020	1 367	- 347	- 25 %
Dettes subordonnées					
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	2.4				
Capitaux propres	2.5	45 615	44 143	1 473	3 %
Capital souscrit		46 640	46 640	0	0 %
Primes d'émission		103	103	0	0 %
Réserves		248	248	0	0 %
Provisions réglementées et subvention d'investissement					
Report à nouveau (+/-)		- 2 849	2 765	- 5 613	- 203 %
Résultat de l'exercice (+/-)		1 473	- 5 613	7 086	- 126 %
Total du passif		542 280	538 555	3 725	1 %

Hors bilan	Notes	2015	2014	Variation en montant	Variation en %
Engagements donnés	3.1	257 732	108 502	149 230	138 %
Engagement de financement		156 697	17 569	139 128	792%
Engagement de garantie		101 035	90 933	10 102	11 %
Engagement sur titres					
Engagements reçus		308 559	325 522	– 16 963	– 5 %
Engagements de financement	3.2	60 000	60 000	0 %	
Engagements de garantie	3.2	235 293	260 522	– 25 230	– 10 %
Engagements sur titres	3.3	13 267	5 000	8 267	165 %

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2015.

(En milliers d’euros.)

	Notes	2015	2014	Variation en montant	Variation en %
+ Intérêts et produits assimilés	4.0	12 838	11 588	1 250	11 %
- Intérêts et charges assimilées	4.1	4 004	3 711	293	8 %
+ Revenus des titres à revenu variable					
+ Commission (produits)	4.2	8 966	7 880	1 085	14 %
- Commission (charges)	4.2	259	277	– 18	– 7 %
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	4.3	4 621	3 905	716	18 %
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés					
+ Autres produits d’exploitation bancaire	4.4	26 390	23 273	3 116	13 %
- Autres charges d’exploitation bancaire	4.4	799	689	110	16 %
Produit net bancaire	4.5	47 753	41 969	5 784	14 %
- Charges générales d’exploitation	4.6	42 117	42 648	– 531	– 1 %
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	1.5	3 983	3 872	110	3 %
Résultat brut d’exploitation		1 653	– 4 551	6 204	– 136 %
+/- Coût du risque	4.7	– 125	– 966	841	– 87 %
Résultat d’exploitation		1 528	– 5 517	7 045	– 128 %
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés		– 9	0	– 9	
Résultat courant avant impôt		1 520	– 5 517	7 036	– 128 %
+/- Résultat exceptionnel	4.8	22	– 86	108	– 125 %
- Impôt sur les bénéfices	4.9	69	10	59	582 %
+/- Dotation/reprise de FRBG et provisions réglementées	2.4				
Résultat net - part du groupe		1 473	– 5 613	7 086	– 126 %
Résultat par action		0,63	– 2,41	3,04	– 126 %
Résultat dilué par action					

III. — Annexe.

Faits marquants de l’année 2015.

AWBE poursuit le développement de sa gamme de produits et services, ce qui s’est traduit en 2015 par le lancement d’Injad Sans Frontières en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne.

Afin d’être toujours plus proche de nos clients, à travers de nombreuses actions commerciales, AWBE a toujours pour but d’être au plus proche de sa clientèle, de promouvoir sa gamme de produit, de conquérir de nouveaux clients et d’asseoir sa notoriété :

- SMAP Belgique,
- SITAP (à l’instar du SMAP, la communauté tunisienne résidente en France dispose elle aussi d’un évènement équivalent),
- Road Show : un dispositif de 8 véhicules aux couleurs d’AWB a sillonné l’Europe du 25 avril au 26 mai 2015.
- Concerts Maroc Chaâbi, Maghreb Festival et 100 % Sénégal,

— Ainsi que d'autres spectacles musicaux et de théâtre : spectacle Lamine NAHDI (humoriste tunisien),
— Centres commerciaux : des stands étaient érigés pour promouvoir les produits et services que propose AWBE. L'occasion idéale pour notre force de vente de répondre comme à son accoutumée aux besoins des clients.
— Bureaux de poste, Journées Portes Ouvertes en agences et journées d'informations aux consulats.

Tout au long de l'année, les commerciaux AWBE mettent en place différentes actions afin d'aller à la rencontre de nos cibles dans des lieux qui leurs sont dédiés.

La 3^{ème} journée des diasporas africaines. — Cet événement qui s'est déroulé les 24 et 25 avril 2015 avait pour but d'accroître la visibilité et l'attractivité de Bordeaux en Afrique et de positionner les acteurs Bordelais dans ce nouveau « Temps de l'Afrique » où émergent des dynamiques nouvelles. L'objectif principal étant d'asseoir la notoriété d'AWB auprès d'une cible importante sur nos marchés porteurs.

Forum financement et investissement à impact social au Maroc. — Attijariwafa bank, la Banque Centrale Populaire et la BMCE ont décidé conjointement d'organiser leur premier forum sur le financement et l'investissement social au Maroc en mai 2015. Cet événement avait pour but de faire un point sur les pratiques actuelles en matière de financement et d'investissement à impact social, des diverses sources de financement alternatif pour fins de développement avec des experts de ces domaines au Maroc, en Europe Continentale et dans les pays Anglo-Saxons.

Western union. — Afin de relancer le partenariat entre AWBE et Western Union un important dispositif a été mis en place à l'occasion de l'Aid El Kebir se traduisant par un plan de visibilité en agence consistant à la mise en avant de Western Union physiquement et une vaste campagne de communication.

Magal de Touba. — Le grand Magal de Touba est le plus grand événement de la confrérie religieuse « Mouride » de l'année et rassemble plus de 3 millions de pèlerins dont 30 000 sénégalais résidents à l'étranger (hors Gambie). A cette occasion une opération commerciale et de communication à l'attention des nombreux pèlerins a été mise en place. Une gratuité des transferts Trans'compte et Trans'espèces vers le Sénégal à destination des clients Sénégalais résidents en France, en Italie et en Espagne a eu lieu durant un mois (du 31/10/2015 au 30/11/2015).

L'Farha Bila Houdoud. — En amont de la campagne été L'Farha Bila Houdoud, le réseau AWBE s'est mobilisé pour venir en appui du dispositif mis en place par le groupe et s'est traduit par :

— La distribution de flyers co-brandés AWB/ Inwi dans les agences AWBE.

— La présence de commerciaux AWBE dans différents aéroports européens en zone « douane » qui ont distribué des flyers à Paris Orly, à Bruxelles Charleroi et à Milan Malpensa.

AWBE a mené en 2015 d'autres projets à plus grande envergure :

— La Banque Postale : un partenariat privilégié qui s'inscrit dans le long terme : Le rapprochement entre AWB et La Banque Postale s'est opéré en 2010 suite à la signature d'un protocole d'accord entre les deux entités. Ce partenariat a permis le développement conjoint de plusieurs produits à l'attention de la clientèle marocaine sur le territoire français. Le premier produit à être lancé fut Trans'Med début 2012. Ce produit de transfert à tarif avantageux permet aux clients d'AWB de profiter du réseau étendu de La Banque Postale pour effectuer leurs transferts d'argent vers leur pays d'origine. AWB est aussi devenu, dans le cadre de ce partenariat, l'interlocuteur privilégié de La Banque Postale pour la quasi-totalité de ses activités bancaires au Maroc. En 2014, le portefeuille de produits du partenariat s'est enrichi avec le nouveau venu « Ambition Sup ». Un produit destiné aux étudiants marocains effectuant leurs études supérieures sur le territoire français et dont les parents sont clients chez AWB. La collaboration d'AWB et de La Banque Postale continue d'évoluer pour toujours répondre au mieux aux besoins de notre clientèle commune et est appelée à évoluer pour s'ouvrir aux autres clientèles africaines du Groupe.

— Les temps forts : L'activité commerciale d'AWBE pour le début d'année 2015 a été cadencée en 2 temps forts d'une durée approximative de 3 mois chacun et s'articulant autour d'une ou deux gammes de produits :

- Temps fort n° 1 : Conquête Retail (Du 2 mars au 30 avril 2015) : Le temps fort n° 1 s'appuyait sur une offre promotionnelle : « Pour toute ouverture d'un compte, les 6 mois de frais de tenue de compte et un cadeau de bienvenue offert ». Il avait pour objectifs de :

- * Elargir le bassin des clients Retail,
- * Equiper les clients existants des produits de la gamme Retail,
- * Profiter de cette campagne pour replacer au centre des préoccupations du Réseau commercial, l'activité Retail, axe de développement essentiel dans la nouvelle vision stratégique de la banque.

- Temps fort n° 2 : Transferts d'argent (Du 2 mai au 17 juillet 2015) : Le temps fort n° 2 s'appuyait sur une offre promotionnelle : « Transferts d'argent gratuits du 2 mai au 17 juillet 2015 sur les produits Trans'vir et Trans'compte ». Il avait pour objectifs de :

- * Drainer du trafic en agence,
- * Booster le placement des solutions de transferts et l'utilisation des canaux de transfert,
- * Augmenter les volumes de transferts sur la période,
- * Capitaliser sur l'opportunité que présente cette période propice aux transferts pour conquérir de nouveaux clients et transformer nos clients « occasionnels » en utilisateurs réguliers.

L'environnement et les changements majeurs du secteur d'activité (Source INSEE) :

— L'activité a ralenti dans la zone euro, pénalisée par un trou d'air dans ses exportations : Dans la zone euro, l'activité a un peu ralenti au troisième trimestre 2015 (+ 0,3 % après + 0,4 %, contre + 0,4 % prévu dans le Point de Conjoncture d'octobre), pénalisée par une contribution nettement négative du commerce extérieur, du fait notamment d'un trou d'air dans ses exportations. Le ralentissement a concerné aussi bien l'Allemagne (+ 0,3 % après + 0,4 %) que l'Italie (+ 0,2 % après + 0,3 %) et l'Espagne (+ 0,8 % après + 1,0 %). En revanche, l'économie française a rebondi (+ 0,3 % après 0,0 %), un peu plus fortement que prévu dans le Point de conjoncture d'octobre 2015 (+ 0,2 %).

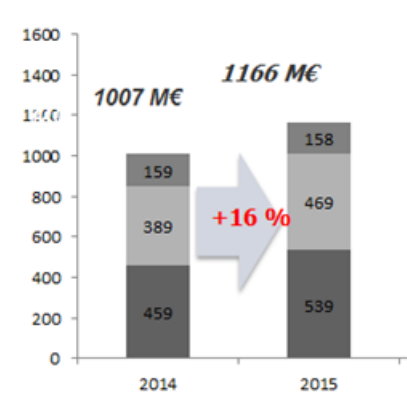
— En France, l'activité a rebondi au troisième trimestre 2015 : Le regain de dynamisme en France a été porté par le rebond de la production manufacturière (+ 0,3 % après - 0,6 %) et par l'accélération de l'activité dans les services marchands (+ 0,6 % après + 0,3 %). En revanche, dans la construction, la production a de nouveau nettement baissé (- 0,8 % après - 0,9 %). Pour les composantes de la demande, la consommation des ménages a un peu rebondi (+ 0,3 % après 0,0 %), tandis que le commerce extérieur a contribué négativement à la croissance (- 0,7 point), trouvant sa contrepartie dans une forte contribution positive des variations de stocks (+ 0,7 point), notamment de matériels de transport.

— Les politiques monétaires divergent de nouveau, poussant à une nouvelle dépréciation de l'euro : Après six années de stabilité à un taux très bas, la Réserve fédérale relèverait ses taux directeurs, compte tenu des perspectives d'inflation et de l'amélioration régulière du marché du travail américain. A l'inverse, confrontée à une inflation faible dans la zone euro, la Banque centrale européenne a décidé d'allonger la durée de son programme d'achats massifs de titres incluant des dettes publiques, et d'abaisser de nouveau en territoire négatif le taux de facilité de dépôt. Les politiques monétaires divergent encore et l'anticipation de ces décisions a entraîné une nouvelle dépréciation de la monnaie unique à 1,08 \$ pour 1 € début décembre 2015 (contre 1,12 \$ pour 1 € en octobre). De même les taux d'intérêt restent bas fin 2015 dans la zone, les taux souverains français à 10 ans sont quasi stables autour de 1 %.

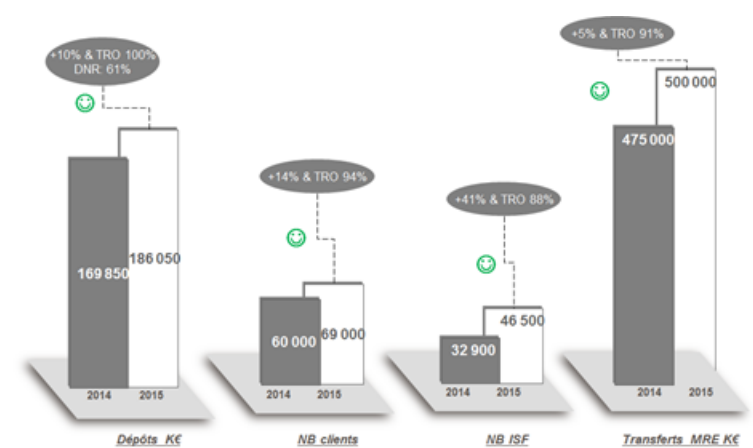
— L'investissement profite du redémarrage du crédit, notamment en Europe du Sud : A l'été 2015, pour la première fois depuis plus de trois ans, les encours de crédit aux sociétés non financières dans la zone euro ont augmenté. En Italie et en Espagne, le désendettement des entreprises s'atténue franchement avec la forte baisse des taux d'emprunt bancaires facturés aux entreprises. La reprise du crédit dans la zone euro accompagnerait une croissance de l'investissement productif d'ici mi-2016, encore rapide en Espagne mais aussi en Italie, soutenue comme en France par des mesures fiscales incitatives de suramortissement.

— Les rythmes de croissance s'homogénéiseraient dans la zone euro, autour de + 0,4 % par trimestre : Dans les grands pays de la zone euro, le climat des affaires s'est encore amélioré à l'été et au début de l'automne, particulièrement en Italie, où il est au plus haut depuis 2007. D'ici mi-2016, la demande intérieure resterait soutenue et la croissance se maintiendrait (+ 0,4 % par trimestre). Les rythmes de croissance des pays de la zone se rapprocheraient : l'Espagne ralentirait légèrement (+ 0,7 % au quatrième trimestre, puis + 0,6 % par trimestre au premier semestre 2016) avec l'essoufflement de la dynamique de rattrapage de l'investissement tandis qu'en Italie et en France, l'activité progresserait quasiment au même rythme qu'en Allemagne.

— Volumes production Corporate :



— Principales évolutions des encours de production du marché des particuliers :



Les faits marquants 2015 de l'entité et son contexte actuel :

— Marché des transferts :

- Marché en maintien malgré une conjoncture difficile,
- Evolution des flux : +2,2 % en 2014 et 3,5 % en 2015,
- Croissance à 2 chiffres du cash to cash,
- AWB Europe : +5,4 %.

— Marché Immigrant :

- Flux migratoires stagnants depuis le Maroc mais actifs intra Europe,
- Elargissement de la cible aux XRE (africains sub-sahariens) potentiel de 5 millions de migrants,
- Potentiel 2^{ème} et 3^{ème} générations non encore appréhendé,
- Offre ciblant l’Immigrant très peu différenciée.

— AWBE :

- Levée de la LMD de l’ACPR,
- Clôture de Cap Fusion,
- Lancement du programme « rationalisation des charges »,
- Renfort de la synergie inter filiales et AWB,
- Ouverture d’un desk Trade en Belgique,
- Obtention des agréments en Suisse,
- Transformation de la SFI UK,
- Lancement d’AFRIWAY (projets stratégiques de transformation 2015-2020),
- Révision de la tarification Relais, Retail et Transfert,
- Lancement de Trans’Carte,
- Réactivation du canal WU en France,
- Déploiement d’ISF en Europe,
- Ouverture des couloirs XRE en IT, BE et ES,
- Ouverture de l’agence d’Orange en France,
- Refonte du modèle d’Animation du Marché,
- Mise en place de la FMV (Force Mobile de Vente).

— CAP Qualité à Afriway : Le projet « Cap Qualité » a été repris en 2015, par le projet « Afriway » et son comité Démarche Qualité.

Ce comité, suit, entre autres, l’avancement des chantiers d’optimisation suivants :

- La Mise à jour de la base de données Clients,
- Le Dispositif de vigilance et de contrôle LCB-FT,
- Le dispositif de conciliation,
- Le Dispositif de contrôle des états prudentiels,
- La qualité de l’information comptable...

— Nombre de Clients :

		2014	2015	Evolution %	Poids 2014	Poids 2015
	Allemagne	1 493	1 073	– 28,1 %	2,0 %	1,4 %
	Belgique	17 967	18 012	0,3 %	24,0 %	23,8 %
	Espagne	6 704	5 610	– 16,3 %	9,0 %	7,4 %
	Italie	6 888	8 480	23,1 %	9,2 %	11,2 %
	France	41 660	42 430	1,8 %	55,8 %	56,1 %
NB clients	A.W.B.E.	74 712	75 605	1,2 %	100,0 %	100,0 %

— Agences AWBE :

	Agences AWBE	
Allemagne	3	
Belgique	7	
Espagne	10	
France	37	Dont 5 agences partenaires
Italie	6	
Pays-Bas	4	
	67	Dont 5 agences partenaires

Principes et méthodes comptables.

Les comptes sociaux ont été établis conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, applicable depuis le 1^{er} Janvier 2015 et en suivant les principes et méthodes comptables généralement admis en France.

L’annexe, qui complète et commente l’information donnée par le Bilan, le Compte de Résultat, et le hors bilan, a été également élaborée conformément au règlement n° 2014-07 de l’Autorité des Normes Comptables.

Attijariwafa Bank Europe SA détient cinq succursales situées en Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Italie et Espagne. AWBE est détenue à 99,77 % par Attijariwafa Euro Finances SAS.

Les comptes présentés, et représentatifs du dixième exercice de la nouvelle société, couvrent les périodes du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 de la filiale et de ses succursales.

Intégration des succursales à l’étranger. — Les succursales tiennent des comptabilités autonomes ; lors de l’arrêté des comptes, les bilans et comptes de résultat des succursales sont intégrés à la comptabilité de leur siège après élimination des opérations réciproques.

1 - Portefeuille titres :

— Titres de participation et parts dans les entreprises liées : Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise, notamment elle permet une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés à leur date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

A la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse, l'actif net comptable, l'actif net réévalué et des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

— Titres d'investissement : Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux.

Les titres d'investissement sont enregistrés à leur date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres est étalé en résultat sur la durée de vie résiduelle du titre selon la méthode actuarielle. Les intérêts courus attachés à ces derniers sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent pas faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres sauf dans des cas spécifiques énumérés par le règlement n° 2005-01 du CRC.

2 - Immobilisations corporelles. — Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition auquel s'ajoutent, le cas échéant, les frais accessoires de mise en œuvre.

Au bilan la valeur brute est diminuée des amortissements calculés de manière linéaire, suivant les durées de vie d'utilisation suivantes :

Constructions utilisées à usage professionnel	30 ans
Constructions utilisées à usage d'habitation	40 ans
Agencements et aménagements	10 ans
Terrains	Non amortissable
Matériel de bureau et informatique	5 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Véhicules et matériels roulants	5 ans
Tableaux d'art	Non amortissable

3 - Immobilisations incorporelles :

Logiciels	5 ans
Frais d'établissement	3 ans
Fonds de commerce, droit au bail, marques	Règlement ANC 2015-06

Les frais d'établissement sont principalement constitués d'honoraires juridiques engagés dans le cadre du développement de l'entreprise.

4 - Les prêts accordés à la clientèle. — Ces prêts sont évalués à leur valeur nominale, augmentés des intérêts courus non échus.

Une dépréciation est constituée par débit du compte de résultat, lorsque la situation financière du débiteur laisse apparaître une probabilité, totale ou partielle, de non remboursement.

5 - Risques de crédit. — Le risque de perte probable se rapportant à certains concours accordés à la clientèle est déterminé dossier par dossier. Ce risque de perte est couvert par une dépréciation figurant en déduction de l'actif.

— Règles relatives à la segmentation des encours : Les encours de crédits sont présentés par type de clientèle (société non financière, entrepreneur individuel, particuliers, et non-résidents).

— Règles relatives aux créances douteuses :

– Règles de déclassement :

- Méthode retenue pour l'identification des encours douteux : Les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondent à l'une des situations suivantes :

- * Un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les crédits à l'habitat) ;
- * Connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non recouvrement ;
- * Existence des procédures contentieuses entre la banque et sa contrepartie

- Principe de contagion : La comptabilisation en créances douteuses d'un concours entraîne automatiquement le transfert de l'intégralité des engagements à l'encontre de ce client, des rubriques d'encours sains vers les rubriques d'encours douteux, quelles que soient les garanties individuelles.

- Traitement des créances restructurées : Aucune créance n'a fait l'objet de restructuration sous ou hors conditions de marché.

- Conditions de retour vers l'encours sain : Les créances douteuses peuvent être reclassées en encours sains si les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine.

- Méthodes retenues pour le déclassement vers l'encours douteux compromis : Un déclassement est effectué :

* Si après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées ;

* Si les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible.

– Règles de passage en perte : Attijariwafa Bank Europe sort les encours concernés de ses actifs par la contrepartie d'un compte de perte, lorsque le caractère irrécouvrable des créances est confirmé.

- Application de l'article 13 du CRC 2002-03 : L'application à compter du 1^{er} janvier 2005 de l'article 13 du CRC 2002-03, sur l'actualisation des provisions sur encours douteux, n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes.

– Règles d'enregistrement des intérêts sur créances douteuses : Les intérêts ne sont plus comptabilisés après déclassement en créances douteuses.

6 - Risque de taux et risque de change :

— Opérations sur instruments financiers à terme : Attijariwafa Bank Europe conclut des opérations d'instruments financiers à terme, dans le but de couvrir le risque de taux ou de change auquel son activité l'expose.

7 - Provisions pour risques pays. — Les provisions pour risques pays, auparavant calculées sur la base des engagements à moyen terme recensés sur les pays à risques, ont été abandonnées au profit des provisions sectorielles, et ce depuis 2011.

8 - Provision pour retraite. — Le régime bancaire a adhéré à l'ARCO et l'AGIRC mais ces régimes n'ont pu reprendre la totalité des droits gérés antérieurement par la caisse de retraite du personnel des banques AFB.

Une partie de ces droits reste à la charge des établissements financiers afin de sauvegarder les droits des anciens salariés.

9 - Autres provisions. — Les autres provisions représentent des passifs dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation du groupe à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Ces provisions correspondent notamment à l'évaluation des risques identifiés au titre des litiges en cours.

10 - Conversion des opérations en devises. — Les règles de conversion en euros sont les suivantes :

- les postes de bilan autres que les dotations sont convertis au cours de clôture,
- les dotations sont converties au cours historique d'enregistrement,
- les charges et les produits sont convertis au cours moyen de la période.

Les gains ou pertes pouvant résulter de cette conversion sont enregistrés au bilan en « Comptes de tiers et divers ».

11 - Principe de rattachement des produits et charges à l'exercice :

a - Intérêts et Commissions : Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leurs montants courus selon la méthode du prorata temporis.

b - Impôts et taxes : Tous les impôts et taxes dus au titre de l'exercice sont comptabilisés en charges.

Notes explicatives sur les comptes.

1. Notes sur l'actif du bilan.

(En milliers d'euros.)

1.1 Caisse, banques centrales, CCP :

(En milliers d'euros.)	2015	2014
Caisse	4 448	3 179
Réserves obligatoires auprès des banques centrales	6 721	7 323
Total	11 169	10 502

1.2 Créances sur les établissements de crédits et opérations avec la clientèle :

(En milliers d'euros.)	2015	2014	Variation activité	Variation %
Etablissements de crédit :				
Comptes ordinaires débiteurs	142 349	181 743	- 39 394	- 22 %
Valeurs non imputées	0	0	0	

Prêts et comptes à terme	112 964	63 623	49 340	78 %
Dont :				
Prêts JJ				
Prêts à terme	60 000	28 000	32 000	114 %
Escompte de CREDOC	41 482	28 127	13 355	47 %
Prêts financiers	11 482	7 496	3 985	53 %
Intérêts courus non échus	193	61	132	214 %
Total	255 506	245 428	10 078	4 %
Crédits à la clientèle :				
Créances commerciales				
Autres concours à la clientèle	186 154	200 104	- 13 950	- 7 %
Dont :				
Traites avalisées, acceptées	93 931	102 573	- 8 642	- 8 %
Crédits acheteurs	81 594	93 112	- 11 518	- 12 %
Prêts financiers	9 912	3 688	6 224	169 %
Autres	716	731	- 15	- 2 %
Comptes débiteurs de la clientèle	3 175	694	2 481	357 %
Valeurs non imputées	779	282	497	176 %
Créances douteuses	162	79	83	104 %
Intérêts courus non échus	1 026	1 041	- 15	- 1 %
Total	191 296	202 200	- 10 904	- 5 %

— Ventilation des créances selon la durée résiduelle, hors intérêts courus :

(En milliers d'euros.)	< 1 M	1 M à 3 M	3 M à 6 M	6 M à 1 an	1-5 ans	> 5 ans	Total
Prêts JJ :							0
Prêts & Comptes à terme	34 593	20 000	10 000	6 889			71 482
Escomptes CREDOC	19 617	10 636	11 229				41 482
Total établissement de crédits	54 209	30 636	21 229	6 889			112 964
Crédits durée initiale <= 1 an	30 572	34 543	27 757	4 283	6 688	0	103 844
Crédits durée initiale > 1 an	23	4 030	1 737	5 773	55 211	15 536	82 310
Total crédits à la clientèle	30 595	38 573	29 494	10 057	61 899	15 536	186 154

— Encours bruts globaux de crédits à la clientèle au 31 décembre 2015 par zone géographique :

Poste	Zone Europe	Burkina Faso	Cote d'Ivoire	Maroc	Cameroun	Mali	Tunisie	Autres	Total général
Crédits à l'exportation	0	13 565	15 678	103 966	8 730	8 921	11 324	13 341	175 526
Crédits à l'habitat	12	0	704	0	0	0	0	0	716
Autres crédits à la clientèle	0	0	0	0	0	0	922	8 991	9 912
Comptes ordinaires débiteurs	209	0	0	4	0	0	2	2 960	3 175
Valeurs non imputées	779	0	0	0	0	0	0	0	779
Créances douteuses nettes de provisions	136	0	3	11	0	0	0	11	162
Créances rattachées	134	0	0	893	0	0	0	0	1 026
Total général	1 269	13 565	16 386	104 873	8 730	8 922	12 248	25 304	191 296

— Informations sur créances douteuses et provisions au 31 décembre 2015 :

(En milliers d'euros.)	Encours douteux			
	31/12/14	Augmentation	Diminution	31/12/15
Créances douteuses brutes	648	245		893

(En milliers d'euros.)	Provisions sur encours douteux			
	31/12/14	Dotation	Reprise	31/12/15
Provisions sur créances douteuses	569	235	73	731

1.3 Portefeuille titres d'investissement. — Au 31 décembre 2015, le portefeuille de titres d'investissement est composé de 8 titres en euro pour un montant nominal total de 20 millions d'euros et afin d'optimiser notre ratio LCR, 4 titres en dollar ont été achetés pour 9 millions de dollar, fin 2015. Ces titres sont classés en effet publics.

Cette détention résulte de la volonté de la banque de placer à long terme (conservation jusqu'à échéance) une partie de l'excédent de trésorerie structurel.

Titres d'investissement (En milliers.)	Devise	Nominal 31/12/14	Acquisition	Cession	Nominal 31/12/15	Surcote d'acquisition	Intérêts courus	Date d'acquisition	Date d'échéance	Taux de rémunération annuel
Effets publics et valeurs assimilées	Cv/EUR	20 000	8 267	0	28 267	6 611	780			
ROYAUME DU MAROC*	EUR	2 500			2 500		69	04/06/2009	27/06/2017	5,38 %
ROYAUME DU MAROC*	EUR	2 500			2 500	51	69	22/09/2011	27/06/2017	5,38 %
REPUBLIQUE FRANCAISE	EUR	2 500			2 500	16	17	14/01/2014	25/11/2018	1,00 %
ROYAUME DE BELGIQUE	EUR	2 500			2 500	- 9	3	14/01/2014	22/06/2018	1,25 %
GOVERNEMENT NEERLANDAIS	EUR	2 500			2 500	1 300	132	29/12/2014	15/01/2028	5,50 %
REPUBLIQUE D'AUTRICHE	EUR	2 500			2 500	1 479	73	29/12/2014	15/07/2027	6,25 %
REPUBLIQUE FRANCAISE	EUR	2 500			2 500	1 297	94	29/12/2014	25/04/2029	5,50 %
ROYAUME DE BELGIQUE	EUR	2 500			2 500	1 229	105	14/01/2014	22/06/2018	1,25 %
AFRICAN DEVELOPMENT BANK*	USD		4 000		4 000	1 306	216	31/12/2015	06/04/2023	2,12 %
REPUBLIQUE DE FINLANDE*	USD		1 000		1 000	7	5	31/12/2015	10/09/2019	1,61 %
EUROPEAN INVESTMENT BANK*	USD		2 000		2 000	37	1	29/12/2015	15/12/2017	1,25 %
ROYAUME DE BELGIQUE*	USD		2 000		2 000	10	16	29/12/2015	22/06/2018	1,36 %

— Ventilation selon la durée résiduelle, hors intérêts courus (en K€) :

Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
0	0	17 093	11 174

1.4 Participations et autres titres détenus à long terme. — Attijariwafa Bank Europe ne détient pas de titres de participation. Les titres classés dans cette rubrique, pour un montant de 98 K€, correspondent aux certificats d'association du fonds de garantie des dépôts et de résolution et du fonds de résolution unique.

1.5 Immobilisations incorporelles et corporelles :

(En milliers d'euros.)	Valeur brute début d'exercice	Poste à poste	Acquisitions	Cessions	Valeur brute fin d'exercice
Immobilisations incorporelles en cours	466		6	473	0
Immobilisations incorporelles	3 460		526	679	3 308
Autres frais d'établissement	51				51
Fonds de commerce	1 543				1 543
Cumul immobilisations incorporelles	5 521	0	533	1 151	4 902
Immobilisations corporelles en cours	1 121		18	1 121	18
Terrains	1 919				1 919
Constructions	6 352				6 352
Aménagements, installations	26 137		1 516	36	27 618
Matériels informatiques	1 256		26		1 282
Matériels roulants	12				12
Matériels de bureau	520		16		536
Mobilier de bureau	2 371		267		2 638
Autres immobilisations corporelles	213				213
Cumul Immobilisations corporelles	39 901	0	1 843	1 157	40 588
Total des immobilisations	45 423	0	2 376	2 308	45 490

— Dépréciation des immobilisations :

(En milliers d'euros.)	Cumul dépréciations début d'exercice	Poste à poste	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : sorties de l'actif et reprises	Cumul dépréciations fin d'exercice
Immobilisations incorporelles en cours	96		0	96	0
Immobilisations incorporelles	3 270		521	670	3 121
Fonds de commerce & frais d'établissement	183	281	78	0	542
Cumul immobilisations incorporelles	3 549	281	599	766	3 663
Immobilisations corporelles en cours	171		0	171	0
Constructions	1 913	- 281	205	0	1 837
Aménagements, installations	13 284		3 035	0	16 319
Matériels informatiques	993		86	0	1 079

Matériels roulants	12		0	0	12
Matériels de bureau	323		50	0	373
Mobilier de bureau	1 320		268	0	1 588
Autres immobilisations corporelles	143		7	0	150
Cumul Immobilisations corporelles	18 158	– 281	3 651	171	21 357
Total dépréciation des immobilisations	21 707	0	4 250	937	25 020

1.6 Autres actifs et comptes de régularisation :

(En milliers d'euros.)	2015	2014
Autres actifs	22 960	24 155
Comptes liaison succursales		
Débiteurs divers	20 294	21 930
Dépôts et cautionnement	777	740
TVA déductible & crédit de TVA	735	846
Créance d'Impôt sur les sociétés	1 154	638
Comptes de stock et emploi divers	0	1
Comptes de régularisation	5 121	6 002
Opérations de recouvrement	1 724	993
Ajustement devises	0	4
Charges constatées d'avance	525	385
Produits à recevoir	2 592	2 764
Autres comptes de régularisation	280	1 856

— Produit à recevoir au titre de la commission d'activité MRE et TRE : Au 31 décembre 2015, le produit à recevoir au titre de la commission de représentation et d'intermédiation s'élève à 65 K€ et se répartit par zone géographique comme suit :

(En milliers d'euros.)	France	Allemagne	Belgique	Pays-Bas	Italie	Espagne	Total
Commission d'activité MRE	65	0	0	0	0	0	65

— Produit à recevoir au titre de la prise en charge partielle du coût du gage espèces : Prise en charge du coût du gage espèce par les filiales du Groupe AWB dont les expositions dans les livres de la banque sont neutralisées en risque.

(En milliers d'euros.)	Gage espèces de 142 M€	Total
Refacturation coût du gage espèce au groupe AWB	750	750

Le gage espèces était initialement composé de 2 lignes de 90 M€ et de 87 M€ qui ont été fusionnées en une seule ligne de 177 M€. Un premier remboursement a été effectué en janvier 2014 pour 35 M€, portant le montant du gage espèces à 142 M€.

La convention relative à ce cash collatéral a été actualisée en 2012 afin de répondre aux exigences de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

2. Notes sur le passif du bilan.

(En milliers d'euros.)

2.1 Dettes envers les établissements de crédits et opérations avec la clientèle :

(En milliers d'euros.)	2015	2014	Variation activité	Variation %
Etablissements de crédit :				
Comptes ordinaires créditeurs	85 805	89 004	– 3 199	– 4 %
Comptes et emprunts (1)	180 337	158 247	22 090	14 %
Dont :				
Emprunt JJ				
Emprunt à terme	180 337	158 247	22 090	14 %
Autres sommes dues	10	9	1	15 %
Intérêts courus non échus	78	81	– 3	– 4 %
	266 230	247 341	18 889	8 %
Comptes créditeurs de la clientèle :				
Comptes ordinaires	130 523	151 509	– 20 986	– 14 %
Dépôts de garantie	0	0	0	

Comptes à terme	109	15	94	615 %
Comptes d'épargne	73 330	70 944	2 386	3 %
Autres sommes dues	2 752	2 545	207	8 %
Intérêts courus non échus	0	0	0	
	206 714	225 013	- 18 299	- 8 %

(1) Ce poste inclut un gage espèce de la maison mère AWB d'un montant de 142 millions d'euros.

— Ventilation des dettes selon la durée résiduelle, hors intérêts courus :

(En milliers d'euros.)	< 1 M	1 M à 3 M	3 M à 6 M	6 M à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Emprunts au jour le jour							0
Emprunts à terme	11 837	65 000	0	87 000	0	16 500	180 337
Comptes créditeurs à terme	109						109
Autres sommes dues	2 762						2 762

2.2 Autres passifs et comptes de régularisation :

(En milliers d'euros.)	2015	2014
Autres passifs :	14 443	12 999
Charges à payer personnel	5 662	4 872
Impôts et taxes	1 532	1 299
TVA collectée	160	80
Autres créditeurs divers	7 089	6 748
Comptes de régularisation	8 259	7 693
Produits perçus d'avance	491	602
Opérations de recouvrement	130	408
Dettes fournisseurs	2 548	4 637
Charges à payer	5 090	2 046

2.3 Provisions pour risques et charges :

(En milliers d'euros.)	Montant au 31/12/14	Augmentations	Diminutions	Montant au 31/12/15
Provisions pour risques pays	0			0
Provisions pour litiges	0			0
Autres provisions pour risques et charges	1 367	392	738	1 020
Total	1 367	392	738	1 020

En 2015, la diminution des provisions pour risques et charges s'expliquent essentiellement par :

- La reprise d'une provision pour 500 K€ correspondant au solde de la fraude interne,
- Une provision pour dépréciation sur une créance avec AWB Tunisie pour 100 K€,
- Une dotation complémentaire de 81 K€ sur la provision concernant le contentieux fiscal de 2007/2008.

2.4 Fonds pour risques bancaires généraux. — Au 31 décembre 2015, le stock de provision est à néant.

2.5 Capitaux propres :

2.5.1 - Historique des mouvements du capital : Lors de la création de l'établissement au 18/11/2005, le montant du capital s'élevait à 37 K€. Les variations suivantes sont intervenues :

(En milliers d'euros.)	Date	Augmentations	Montant du capital
Capital initial	18/11/2005	37	37
Augmentation de capital / apport d'actif	29/12/2005	26 070	26 107
Augmentation de capital / apport d'actif	13/12/2006	7 800	33 907
Augmentation en numéraire	06/06/2011	5 200	39 107
Augmentation de capital / apport d'actif	31/12/2013	7 534	46 640
Total	31/12/2015	46 640	

Au 31 décembre 2015, le capital d'AWBE est composé de 2 332 009 actions d'un montant nominal unitaire de 20 euros.

L'actionnariat, au 31 décembre 2015, se décompose comme suit :

Attijariwafa Euro Finances	2 326 552 actions (99,77 %)
Banque de l'Habitat du Sénégal	5 442 actions (0,23 %)
Personnes physiques	15 actions

2.5.2 - Variation des capitaux propres en euros :

(En milliers d'euros.)	Solde au 31/12/14	Affectation résultat	Augmentation	Diminution	Solde au 31/12/15
Capital	46 640	0	0	0	46 640
Prime	103	0	0	0	103
Réserves	248	0	0	0	248
RAN	2 765	- 5 613	0	0	- 2 849
Résultat	- 5 613	5 613	0	1 473	1 473
Total	44 143	0	0	1 473	45 615

Projet d'affectation du résultat 2015 :

Le résultat positif de 1 472 681,23 € sera affecté comme suit :

— Report à nouveau : 1 472 681,23 €.

Cela portera le report à nouveau à - 1 375 994,21 euros.

3. Notes sur le hors bilan.

(En milliers d'euros.)

3.1 Engagements donnés :

(En milliers d'euros.)	2015	2014
Engagements de financement donnés en faveur des établissements de crédit	131 031	13 812
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	25 666	3 757
Engagements de garantie donnés en faveur des établissements de crédit	100 308	90 496
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	726	437
Total	257 732	108 502

La mise en place du schéma comptable concernant la Part Non Utilisée des découverts en septembre 2015 a eu un impact significatif sur les postes suivants :

— Engagements de financement donnés en faveur des établissements de crédit : + 87 M€,

— Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle : + 11 M€.

3.2 Engagements reçus :

(En milliers d'euros.)	2015	2014
Engagements de financement reçus des établissements de crédit	60 000	60 000
Engagements de financement reçus de la clientèle	0	0
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	132 645	135 011
Engagements de garantie reçus de la clientèle	102 648	125 511
Total	295 293	320 522

3.3 Engagements sur instruments financiers à terme :

(En milliers d'euros.)	2015	2014
Engagements sur IFT	13 267	5 000
Total	13 267	5 000

4 swaps ont été négociés fin 2015 afin de couvrir le risque de taux sur les 4 titres en dollar qui ont été achetés pour 9 millions de dollar, fin 2015.

4. Notes sur le compte de résultat.

(En milliers d'euros.)

4.0 Intérêts et produits assimilés. — Ce poste comprend :

Intérêts et produits assimilés (En milliers d'euros.)	2015	2014
Intérêts échus et les intérêts courus non échus sur opérations avec établissements de crédit	2 921	2 146
Intérêts échus et les intérêts courus non échus sur opérations avec la clientèle	6 532	6 183
Intérêts échus et les intérêts courus non échus des obligations et autres titres à revenu fixe	856	493
Produits sur engagements de financement, produits sur opérations de hors-bilan	963	907
Produits sur engagements de garantie, produits sur opérations de hors-bilan	1 567	1 859
Total	12 838	11 588

4.1 Intérêts et charges assimilées. — Ce poste comprend :

Intérêts et charges assimilées (En milliers d'euros.)	2015	2014
Intérêts échus et les intérêts courus non échus sur opérations de refinancement	2 621	2 967
Intérêts échus et les intérêts courus non échus sur la clientèle	281	407
Intérêts échus et les intérêts courus non échus sur instruments de couverture	451	37
Charges sur engagements de financement reçus d'établissements de crédit	650	300
Total	4 004	3 711

4.2 Commissions. — Ce poste comprend :

Commissions (En milliers d'euros.)	2015	2014
Commissions sur opérations interbancaires	1 021	1 667
Commissions sur opérations avec la clientèle	7 692	5 958
Commissions sur opérations de change	12	16
Autres commissions	- 19	- 38
Total	8 706	7 603

4.3 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation. — Il s'agit des gains réalisés sur des opérations de change.

Au 31 décembre 2015, le gain sur les opérations de change est de 4 621 K€ contre 3 905 K€ en 2014.

4.4 Autres produits et charges d'exploitation bancaire :

— Le poste « Autres produits d'exploitation bancaire » est en hausse de 13 % et s'élève à 26 390 K€ fin 2015.

Ce poste est principalement constitué des commissions d'intermédiation et de représentation perçues dans le cadre de la convention de prestations de services conclue avec Attijariwafa Bank Maroc.

Commission d'intermédiation et de représentation (En K€.)	2015	2014
France	14 494	10 551
Belgique	3 296	2 591
Allemagne	1 490	1 361
Pays-Bas	1 500	1 500
Italie	2 017	2 186
Espagne	2 144	2 389
Total	24 941	20 579

Cette augmentation de 4 362 K€ s'explique principalement par la revue de la tarification en 2015 avec la maison mère AWB.

— Le poste « Autres charges d'exploitation bancaire » est en hausse de 16 % et s'élève à 799 K€ fin 2015.

Ce poste est composé des frais liés aux cartes bancaires et à ceux liés à nos distributeurs de billets.

4.5 Produit net bancaire. — Le produit net bancaire s'élève à 47 753 K€ contre 41 969 K€ en 2014, soit une augmentation de 14 %.

Ci-dessous la contribution des différentes entités dans le PNB AWBE :

(En milliers d'euros.)	2015	2014	Variation activité	Variation %
France	32 902	26 956	5 946	22 %
Belgique	5 084	4 912	172	4 %
Allemagne	1 683	1 770	- 87	- 5 %

Pays-Bas	1 531	1 656	– 125	– 8 %
Espagne	3 473	3 563	– 89	– 3 %
Italie	3 080	3 113	– 33	– 1 %
PNB	47 753	41 969	5 784	14 %

Le PNB se détaille comme suit :

(En milliers d'euros.)	2015	2014
Produits bancaires	52 815	46 647
Charges bancaires	5 062	4 677
PNB	47 753	41 969

4.6 Charges générales d'exploitation. — Les charges d'exploitation s'élèvent à 42 117 K€ en recul de 1 % par rapport à 2014 et se décomposent de la façon suivante :

(En milliers d'euros.)	2015	2014	Variation %
Charges de personnel	25 407	25 640	– 1 %
Salaires et traitements	17 511	17 645	– 1 %
Charges sociales	7 309	7 541	– 3 %
Impôts, taxes et versements assimilés	588	454	29 %
Charges d'exploitation - services extérieurs	15 973	16 801	– 5 %
Impôts et taxes	1 091	1 132	– 4 %
Charges refacturées	– 354	– 925	– 62 %
Charges générales d'exploitation	42 117	42 648	– 1 %

Les charges se décomposent par zone géographique comme suit :

(En milliers d'euros.)	France	Belgique	Espagne	Italie	Pays-Bas	Allemagne	Total
Charges de personnel	16 446	3 253	2 116	1 602	970	1 020	25 407
Services extérieurs	12 358	1 006	801	1 008	348	452	15 973
Impôts et taxes	808	149	104	9	3	18	1 091
Charges refacturées	– 140	– 215					– 354
Charges générales d'exploitation	29 473	4 193	3 021	2 619	1 321	1 490	42 117

4.7 Coût du risque. — Le coût du risque s'élève à – 125 K€ au 31 décembre 2015 et s'analyse comme suit :

Coût du Risque 2015 (En milliers d'euros.)	Dotations	Reprises	Pertes non couvertes	Pertes couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total
Dépréciation d'actif	– 179	73	0	– 369	3	– 472
Interbancaires						0
Clientèle	– 179	73		– 369	3	– 472
Titres et débiteurs divers						0
Provisions	– 392	738	0	0	0	347
Engagements hors bilan						0
Provisions pour risque pays						0
Autres (dont litige personnel et IFC)	– 392	738				347
Total	– 571	812	0	– 369	3	– 125

4.8 Résultat exceptionnel. — Le résultat exceptionnel 2015 s'élève à +22 K€, par différence des :

- produits exceptionnels pour un montant de 117 K€ ;
- charges exceptionnelles pour un montant de 95 K€.

4.9 Résultat courant avant impôt et résultat net :

- Le résultat courant avant impôt s'élève à 1 520 K€ en 2015 contre – 5 517 K€ en 2014.
- Au 31 décembre 2015, les activités de la banque génèrent un résultat net de +1 473 K€ contre – 5 613 K€ en 2014.

(En milliers d'euros.)	Total	Résultat d'exploitation	Résultat exceptionnel	Dotations/reprises FRBG
Résultat avant impôt	1 541	1 520	22	0

Impôt sur les sociétés	- 69		
Résultat après impôt	1 473		

5. Notes diverses.

5.1 Participation des salariés aux résultats de l'entreprise. — Aucune réserve spéciale de participation n'a été constituée au titre de l'exercice 2015.

5.2 Effectif. — L'effectif total d'Attijariwafa Bank Europe au 31 décembre 2015 s'élève à 415 collaborateurs contre 407 en 2014.

Il se décompose comme suit :

Zones géographiques	Effectif 31/12/15			Effectif 31/12/14		
	Cadre	Non cadre	Total	Cadre	Non cadre	Total
France	134	134	268	131	136	267
Belgique	20	28	48	15	31	46
Allemagne	7	10	17	1	15	16
Espagne	6	35	41	6	32	38
Italie	2	26	28	5	19	24
Hollande	12	1	13	1	15	16
			415			407

5.3 Provisions pour retraites. — Les calculs effectués permettent d'indiquer que les réserves de la CRPB au 31 décembre 2015 couvrent les dépenses futures résultant de la mise en œuvre de l'accord collectif et que, dans ces conditions, compte tenu des informations dont nous disposons à ce jour, nous n'avons pas à prendre dans nos comptes 2015 un engagement à l'égard de la CRPB au titre du complément bancaire.

Au 31 décembre 2015, les engagements de retraites non comptabilisés sur la filiale s'élèvent à 925 696 euros. Les calculs, effectués par notre actuaire en 2015, ont été réalisés selon les hypothèses suivantes :

Effectifs totaux au 31/12/2015	249
Nombre de communs	219
Nombre d'entrants	30
Nombre de sortants	35
Proportion de femmes	40,2 %
Masse salariale	9 934 177
Age moyen	40,0
Ancienneté moyenne	8,8
Durée résiduelle moyenne	13,5
Taux actualisation	1,81 %

5.4 Les 10 meilleures Rémunérations. — Le montant global des sommes versées (rémunérations directes ou indirectes) aux dix personnes les mieux rémunérées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ressort à la somme de 1 209 813 €.

5.5 Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE). — Au 31 décembre 2015, le solde cumulé du CICE est de 808 K€ dans nos livres (2013 : 205 K€, 2014 : 297 K€ et 2015 : 306 K€).

5.6 Rémunération des Commissaires aux Comptes. — Les honoraires, liés au contrôle légal des comptes 2015, sont de 120 K€ hors taxes.

5.7 Société consolidante. — Attijariwafa Bank Europe est consolidée par intégration globale dans les comptes d'Attijariwafa Euro Finances.

5.8 Opérations avec des entreprises liées au 31.12.2015 :

Contrepartie (En milliers d'euros.)	Emplois		Ressources		Engagements		
	A terme	A vue	A terme	A vue	Engagt donnés	Engagt reçus	Engagt donnés s/ titres
ATTIJARI BANK MAURITANIE	- 2 007	- 9 399	0	1 419	- 25 952	16 376	0
ATTIJARI BANK TUNISIE	- 194	0	20 000	4 662	- 6 695	12 227	0
ATTIJARI INTERNATIONAL BANK	0	0	0	355	0	0	0
ATTIJARIWafa BANK	- 8 276	- 12 776	158 500	5 202	- 20 012	97 570	- 10 767
ATTIJARIWafa BANKPARTICIPATIONS	0	- 38	0	0	0	0	0
ATTIJARIWafa BANK MAROCO-MAURITANIA	0	0	0	1 026	0	0	0
ATTIJARIWafa BK AFRIQUE PARTICIPATIO	0	- 42	0	0	0	0	0

BANQUE COMMERCIALE DU MAROC	0	0	0	0	0	0	0
BIA TOGO	0	- 12 513	0	873	- 9 042	0	0
BIM MALI	- 640	0	0	2 000	- 25 571	1 134	0
CBAO BURKINA FASO	0	- 2 092	0	32	- 128	7 710	0
CBAO NIGER	0	0	0	69	0	0	0
CBAO SENEGAL	- 10 451	- 13 879	0	221	- 15 226	7 926	0
CREDIT DU CONGO	0	0	0	5 602	- 5 209	206	0
CREDIT DU SENEGAL	- 416	0	0	3 136	- 9 463	827	0
SCB CAMEROUN	0	- 1 161	0	5 987	- 14 398	5 596	0
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE	- 2 593	0	0	8 635	- 22 843	4 493	0
UNION GABONAISE DE BANQUE	0	0	0	2 036	- 36 103	2 846	0
Total général	- 24 577	- 51 901	178 500	41 256	- 190 643	156 912	- 10 767

Les opérations liées ont été effectuées avec les entités suivantes faisant partie du groupe Attijariwafa Bank :

Une convention de prestation de services a été signée le 2 janvier 2006 entre ATTIJARIWA BANK EUROPE et ATTIJARIWAFABANK (la maison-mère). Un avenant à cette convention a été signé le 15 juin 2015, avec date de prise d'effet le 1^{er} janvier 2015 et pour une durée non définie.

Le même type de convention a également été passé avec la filiale tunisienne du Groupe en date du 18 octobre 2012.

Cette convention définit les termes de rémunération des activités d'intermédiation réalisées par ATTIJARIWAFABANK EUROPE.

5.9 Evénements postérieurs à la clôture au 31 décembre 2015 :

— La maison mère AWB, après l'accord de l'office des changes du Maroc obtenu en janvier 2016, a procédé au règlement en février 2016 d'une facture AWBE à hauteur de 10,2 M€.

— Une nouvelle convention réglementée a été approuvée par le Conseil d'Administration du 23 mars 2016 sur l'étalement d'une créance sur le Groupe pour 3,8 M€ sur 8 ans.

IV. — Affectation du résultat.

L'Assemblée Générale approuve la proposition du Conseil d'Administration et décide d'affecter le résultat positif de 1 472 681,23 € en report à nouveau qui s'élève après affectation à - 1 375 994,21 €.

Conformément à la loi, l'assemblée Générale constate qu'aucun dividende n'a été distribué depuis la constitution de la Société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

V. — Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels.

Exercice clos le 31 décembre 2015.

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Attijariwafa Bank Europe, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Suite à l'examen des procédures de contrôle interne, la société a mis en place en 2012 le projet « Cap Qualité » destiné à renforcer la conformité de l'organisation, des processus et des systèmes d'information à la réglementation bancaire et à s'inscrire dans une démarche d'optimisation et de qualité de ses activités en Europe. La pérennisation de ce projet s'étant traduite par le lancement du projet « Afriway » durant l'exercice 2015, tel que décrit

dans la note « Faits marquants de l'année 2015 » de l'annexe aux comptes, nous avons été amenés à effectuer des contrôles étendus sur certaines opérations en 2015.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 13 mai 2016.

Les Commissaires aux Comptes :

DELOITTE & ASSOCIES,
Jean-Vincent COUSTEL ;

MAZARS,
Jean LATORZEFF.

VI. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société 6, rue Chauchat, 75009 Paris.

B. — Comptes annuels 2016 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2017.

I. — Bilan au 31 décembre 2016.

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	2016	2015	Variation en montant	Variation en %
Caisse, banque centrale, CCP	1.1	11 637	11 169	468	4 %
Créances sur les établissements de crédit	1.2	289 104	255 506	33 598	13 %
Opérations avec la clientèle	1.2	216 607	191 296	25 311	13 %
Effets publics et valeurs assimilées	1.3	45 540	35 658	9 882	28 %
Obligations et autres titres à revenu fixe	1.3			0	
Actions et autres titres à revenu variable	1.3				
Participations et autres titres détenus à LT	1.4	151	98	52	53 %
Parts dans les entreprises liées					
Immobilisations incorporelles	1.5	1 279	1 240	39	3 %
Immobilisations corporelles	1.5	15 341	19 231	- 3 890	- 20 %
Autres actifs	1.6	15 938	22 960	- 7 022	- 31 %
Comptes de régularisation	1.6	6 969	5 121	1 847	36 %
Total de l'actif		602 566	542 280	60 286	11 %

Passif	Notes	2016	2015	Variation en montant	Variation en %
Banques centrales, CCP		0	0	0	
Dettes envers les établissements de crédit	2.1	281 057	266 230	14 828	6 %
Opérations avec la clientèle	2.1	255 476	206 714	48 762	24 %
Dettes représentées par un titre					
Autres passifs	2.2	8 421	14 443	- 6 021	- 42 %
Comptes de régularisation	2.2	9 667	8 259	1 409	17 %
Provisions pour risques et charges	2.3	975	1 020	- 45	- 4 %
Dettes subordonnées					
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	2.4				
Capitaux propres	2.5	46 969	45 615	1 354	3 %
Capital souscrit		46 640	46 640	0	0 %
Primes d'émission		103	103	0	0 %
Réserves		248	248	0	0 %

Provisions réglementées et subvention d'investissement					
Report à nouveau (+/-)		- 1 376	- 2 849	1 473	- 52 %
Résultat de l'exercice (+/-)		1 354	1 473	- 119	- 8 %
Total du passif		602 566	542 280	60 286	11 %

Hors bilan	Notes	2016	2015	Variation en montant	Variation en %
Engagements donnés	3.1	304 267	257 732	46 535	18 %
Engagement de financement		180 184	156 697	23 487	15 %
Engagement de garantie		124 083	101 035	23 049	23 %
Engagement sur titres					
Engagements reçus	3.2	371 326	308 559	62 766	20 %
Engagements de financement		60 000	60 000	0 %	0 %
Engagements de garantie		297 787	235 293	62 495	27 %
Engagements sur titres		13 538	13 267	271	2 %

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2016.

(En milliers d'euros.)

	Notes	2016	2015	Variation en montant	Variation en %
+ Intérêts et produits assimilés	4.0	15 975	12 838	3 137	24 %
- Intérêts et charges assimilés	4.1	4 957	4 004	952	24 %
+ Revenus des titres à revenu variable					
+ Commission (produits)	4.2	10 594	8 966	1 628	18 %
- Commission (charges)	4.2	237	259	- 22	- 8 %
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	4.3	5 829	4 621	1 208	26 %
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés					
+ Autres produits d'exploitation bancaire	4.4	21 644	26 390	- 4 745	- 18 %
- Autres charges d'exploitation bancaire	4.4	835	799	36	5 %
Produit net bancaire	4.5	48 014	47 753	262	1 %
- Charges générales d'exploitation	4.6	42 689	42 117	572	1 %
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	1.5	3 547	3 983	- 436	- 11 %
Résultat brut d'exploitation		1 779	1 653	125	8 %
+/- Coût du risque	4.7	- 126	- 125	- 1	1 %
Résultat d'exploitation		1 653	1 528	124	8 %
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés		- 439	- 9	- 430	
Résultat courant avant impôt		1 214	1 520	- 305	- 20 %
+/- Résultat exceptionnel	4.8	278	22	256	1171 %
- Impôt sur les bénéfices	4.9	139	69	70	102 %
+/- Dotation/reprise de FRBG et provisions réglementées	2.4				
Résultat net		1 354	1 473	- 119	- 8 %
Résultat par action		0,58	0,63	- 0,05	- 8 %
Résultat dilué par action					

III. — Annexes.

Faits marquants de l'année 2016.

Attijariwafa bank Europe poursuit le déploiement de ses nombreux projets dans le cadre du plan stratégique Afriway.

Mise en place de nouveaux produits et services :

— Trans'Med TRE : renforcement du partenariat entre Attijariwafa bank et La Banque Postale via la déclinaison de Trans'Med MRE à notre cible tunisienne.

— Trans'carte : transfert par carte bancaire via un terminal de paiement électronique en Belgique, en Hollande et en France pour faciliter le transfert d'argent à l'acquisition clientèle.

— Extension de Trans'prélèvements en Belgique, en Italie et en Espagne.

— E-attijari : solution E-banking permettant aux clients de gérer leur compte à distance via une nouvelle plateforme transactionnelle.

— Offre de crédit : partenariat avec AGOS visant à proposer des crédits à la consommation auprès de toutes les communautés africaines résidentes en Italie.

— Enrichissement de l'offre d'Assistance (AASF) déployée en France, en Italie et en Espagne pour les couloirs sénégalais, maliens et ivoiriens.

— Transfert Euro-Euro vers la Tunisie : solution permettant d'effectuer des transferts en devises vers la Tunisie.

Parallèlement, différentes campagnes visant à promouvoir l'activité ont également été mises en place : jeux concours pour favoriser les transferts, la souscription des contrats assistance et des crédits de consommation.

Afin de favoriser la proximité client, AWBE a mis en place de nombreuses actions de proximité : journées du Crédit, journée de la Femme, les nocturnes Campagne d'été, sponsoring de l'Africa Break Festival (festival réunissant plusieurs artistes africains autour de conférences, de films, de concerts, cours de danse etc...) et en fin de sponsoring du Concert Privé Radio ADO FM.

AWBE a renouvelé son événement phare, à savoir Attijari Tour ; cet événement devenu incontournable a eu lieu cette année via 7 véhicules qui ont sillonné l'Europe pour aller à la rencontre des clients et prospects.

AWBE s'est chargée pour sa maison mère de l'inauguration des bureaux de Représentation en Suisse, au Canada et en Angleterre. De même, pour assurer l'activité relais, les équipes ont travaillé d'arrache pieds pour la mise en conformité et réglementation des activités relais à travers une demande d'autorisation spécifique pour le couloir Attijariwafa bank et Attijariwafa bank Europe, validée par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

Plusieurs réorganisations et mises en place d'outils permettant une meilleure efficacité et qualité de travail ont vu le jour... :

— Après la Belgique, mise en place du projet Sage x3 en France avec toutes les fonctionnalités convenues (comptabilité budgétaire, traitements des workflows Achats et notes de frais). Les autres succursales se verront installer cet outil courant 2017-2018.

— Création de la Direction des Risques, de la Conformité et du contrôle interne.

— Réorganisation du service Support et Moyens Généraux : création de la structure Achats au sein de l'entité Support et Moyens Généraux.

— Réorganisation de la Direction du Réseau Europe : création du pôle « Support et Moyens » regroupant les fonctions d'accompagnement du réseau. Création également, au sein du Pôle « Animation de Marché », de la fonction « Animateur du Marché ARE (Africains Résidant à l'Etranger) ». Refonte du modèle de l'Animation commerciale se traduisant par le suivi de l'activité commerciale, la création de la force mobile de vente et l'animation multimodale (réseau, produits, marchés, commerciaux).

— Réorganisation et dynamique commerciale du GTF : création d'une nouvelle organisation composée de différents Desk (Italie / Espagne / Benelux / Paris) pour une plus grande proximité avec les exportateurs. Un renforcement de la force commerciale par fusion avec le middle office et une dématérialisation des processus permettant un accroissement de la conquête ainsi qu'une meilleure efficience.

— Réorganisation de la DMCE : création de nouveaux pôles au sein de la Direction Marketing et Communication Europe.

— Communication : un pôle Interne/Institutionnel/GTF et un pôle Produits/Distribution.

— Marketing : un pôle Produits/ Distribution, un pôle Multicanal et un pôle Opérationnel.

— Réorganisation du service DOSIE :

— Pôle Organisation auquel sont rattachées les cellules, PMO, Réengineering et AMOA, le pôle Etude & Développement qui encadre les activités de l'architecture fonctionnelle, de l'ingénierie applicative et du support fonctionnel,

— Pôle Production Informatique qui gère l'architecture technique, l'intégration et le support technique,

— Pôle Recette & Contrôle qui se charge de la gestion du changement, de la recette fonctionnelle et du contrôle interne.

Principes et méthodes comptables.

Les comptes sociaux ont été établis conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, applicable depuis le 1^{er} Janvier 2015 et en suivant les principes et méthodes comptables généralement admis en France.

L'annexe, qui complète et commente l'information donnée par le Bilan, le Compte de Résultat, et le hors bilan, a été également élaborée conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables.

Attijariwafa Bank Europe SA détient cinq succursales situées en Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Italie et Espagne. AWBE est détenue à 99,77% par Attijariwafa Euro Finances SAS.

Les comptes présentés, et représentatifs du onzième exercice de la nouvelle société, couvrent les périodes du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016 de la filiale et de ses succursales.

Intégration des succursales à l'étranger. — Les succursales tiennent des comptabilités autonomes ; lors de l'arrêté des comptes, les bilans et comptes de résultat des succursales sont intégrés à la comptabilité de leur siège après élimination des opérations réciproques.

1 - Portefeuille titres :

— Titres de participation et parts dans les entreprises liées : Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise, notamment elle permet une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés à leur date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

A la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse, l'actif net comptable, l'actif net réévalué et des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

— Titres d'investissement : Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux.

Les titres d'investissement sont enregistrés à leur date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres est étalé en résultat sur la durée de vie résiduelle du titre selon la méthode actuarielle. Les intérêts courus attachés à ces derniers sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent pas faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres sauf dans des cas spécifiques énumérés par le règlement n° 2005-01 du CRC.

2 - Immobilisations corporelles. — Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition auquel s'ajoutent, le cas échéant, les frais accessoires de mise en œuvre.

Au bilan la valeur brute est diminuée des amortissements calculés de manière linéaire, suivant les durées de vie d'utilisation suivantes :

Constructions utilisées à usage professionnel	30 ans
Constructions utilisées à usage d'habitation	40 ans
Agencements et aménagements	10 ans
Terrains	Non amortissable
Matériel de bureau et informatique	5 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Véhicules et matériels roulants	5 ans
Tableaux d'art	Non amortissable

3 - Immobilisations incorporelles :

Logiciels	5 ans
Frais d'établissement	3 ans
Fonds de commerce, droit au bail, marques	Règlement ANC 2015-06

Les frais d'établissement sont principalement constitués d'honoraires juridiques engagés dans le cadre du développement de l'entreprise.

4 - Les prêts accordés à la clientèle. — Ces prêts sont évalués à leur valeur nominale, augmentés des intérêts courus non échus.

Une dépréciation est constituée par débit du compte de résultat, lorsque la situation financière du débiteur laisse apparaître une probabilité, totale ou partielle, de non remboursement.

5 - Risques de crédit. — Le risque de perte probable se rapportant à certains concours accordés à la clientèle est déterminé dossier par dossier. Ce risque de perte est couvert par une dépréciation figurant en déduction de l'actif.

— Règles relatives à la segmentation des encours : Les encours de crédits sont présentés par type de clientèle (société non financière, entrepreneur individuel, particuliers, et non-résidents).

— Règles relatives aux créances douteuses :

— Règles de déclassement :

- Méthode retenue pour l'identification des encours douteux : Les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondent à l'une des situations suivantes :

- * Un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les crédits à l'habitat) ;
- * Connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non recouvrement ;
- * Existence des procédures contentieuses entre la banque et sa contrepartie.

- Principe de contagion : La comptabilisation en créances douteuses d'un concours entraîne automatiquement le transfert de l'intégralité des engagements à l'encontre de ce client, des rubriques d'encours sains vers les rubriques d'encours douteux, quelles que soient les garanties individuelles.

- Traitement des créances restructurées : Aucune créance n'a fait l'objet de restructuration sous ou hors conditions de marché.

- Conditions de retour vers l'encours sain : Les créances douteuses peuvent être reclassées en encours sains si les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine.

- Méthodes retenues pour le déclassement vers l'encours douteux compromis : Un déclassement est effectué :

- * Si après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées ;
- * Si les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible.

- Règles de passage en perte : Attijariwafa Bank Europe sort les encours concernés de ses actifs par la contrepartie d'un compte de perte, lorsque le caractère irrécouvrable des créances est confirmé.

- Application de l'article 13 du CRC 2002-03 : L'application à compter du 1^{er} janvier 2005 de l'article 13 du CRC 2002-03, sur l'actualisation des provisions sur encours douteux, n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes.

— Règles d'enregistrement des intérêts sur créances douteuses : Les intérêts ne sont plus comptabilisés après déclassement en créances douteuses.

6 - Risque de taux et risque de change :

— Opérations sur instruments financiers à terme : Attijariwafa Bank Europe conclut des opérations d'instruments financiers à terme, dans le but de couvrir le risque de taux ou de change auquel son activité l'expose.

7 - Provisions pour risques pays. — Les provisions pour risques pays, auparavant calculées sur la base des engagements à moyen terme recensés sur les pays à risques, ont été abandonnées au profit des provisions sectorielles, et ce depuis 2011.

8 - Provision pour retraite. — Le régime bancaire a adhéré à l'ARCO et l'AGIRC mais ces régimes n'ont pu reprendre la totalité des droits gérés antérieurement par la caisse de retraite du personnel des banques AFB.

Une partie de ces droits reste à la charge des établissements financiers afin de sauvegarder les droits des anciens salariés.

9 - Autres provisions. — Les autres provisions représentent des passifs dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation du groupe à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Ces provisions correspondent notamment à l'évaluation des risques identifiés au titre des litiges en cours.

10 - Conversion des opérations en devises. — Les règles de conversion en euros sont les suivantes :

- les postes de bilan autres que les dotations sont convertis au cours de clôture,
- les dotations sont converties au cours historique d'enregistrement,
- les charges et les produits sont convertis au cours moyen de la période.

Les gains ou pertes pouvant résulter de cette conversion sont enregistrés au bilan en « Comptes de tiers et divers ».

11 - Principe de rattachement des produits et charges à l'exercice :

- a - Intérêts et Commissions : Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leurs montants courus selon la méthode du prorata temporis.
- b - Impôts et taxes: Tous les impôts et taxes dus au titre de l'exercice sont comptabilisés en charges.

Notes explicatives sur les comptes.

1. Notes sur l'actif du bilan.

(En milliers d'euros.)

1.1 Caisse, banques centrales, CCP :

(En milliers d'euros.)	2016	2015	Variation activité	Variation %
Caisses	4 915	4 448	466	10 %
Réserves obligatoires auprès des banques centrales	6 723	6 721	2	0 %
Total	11 637	11 169	468	4 %

1.2 Créances sur les établissements de crédits et opérations avec la clientèle :

(En milliers d'euros.)	2016	2015	Variation activité	Variation %
Etablissements de crédit				

Comptes ordinaires débiteurs	90 540	142 349	– 51 809	– 36 %
Valeurs non imputées	0	0	0	
Prêts et comptes à terme	198 478	112 964	85 515	76 %
Dont :				
Prêts JJ				
Prêts à terme	15 000	60 000	– 45 000	– 75 %
Escompte de CREDOC	171 363	41 482	129 881	313 %
Prêts financiers	12 115	11 482	633	6 %
Intérêts courus non échus	85	193	– 108	– 56 %
Total	289 104	255 506	33 598	13 %
Crédits à la clientèle				
Créances commerciales				
Autres concours à la clientèle	210 656	186 154	24 503	13 %
Dont :				
Traites avalisées, acceptées	118 745	93 931	24 814	26 %
Crédits acheteurs	70 081	81 594	– 11 513	– 14 %
Prêts financiers	21 168	9 912	11 255	114 %
Autres	663	716	– 53	– 7 %
Comptes débiteurs de la clientèle	4 059	3 175	884	28 %
Valeurs non imputées	793	779	15	2 %
Créances douteuses	165	162	3	2 %
Intérêts courus non échus	933	1 026	– 93	– 9 %
Total	216 607	191 296	25 311	13 %

— Ventilation des créances selon la durée résiduelle, hors intérêts courus :

(En milliers d'euros.)	< 1 M	1 M à 3 M	3 M à 6 M	6 M à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Prêts JJ	0	0	0	0	0	0	0
Prêts & comptes à terme	0	0	20 000	7 115	0	0	27 115
Escomptes CREDOC	35 730	34 013	81 980	14 350	5 290	0	171 363
Total établissement de crédits	35 730	34 013	101 980	21 465	5 290	0	198 478
Crédits durée initiale ≤ 1 an	24 703	63 449	24 258	17 800	6 076	3 627	139 913
Crédits durée initiale > 1 an	3	4 034	1 735	5 666	36 362	22 943	70 744
Total crédits à la clientèle	24 706	67 484	25 992	23 466	42 438	26 570	210 656

— Encours bruts globaux de crédits à la clientèle au 31 décembre 2016 par zone géographique :

Poste	Zone Europe	Cameroun	Côte d'Ivoire	Ghana	Maroc	Mauritanie	Tunisie	Autres	Total général
Crédits à l'exportation	0	8 759	25 722	0	101 307	8 879	14 692	29 466	188 826
Crédits à l'habitat	3	0	659	0	0	0	0	0	663
Autres crédits à la clientèle	0	794	0	9 487	0	0	917	9 970	21 168
Comptes ordinaires débiteurs	272	0	1	0	5	0	0	3 781	4 059
Valeurs non imputées	794	0	0	0	0	0	0	0	794
Créances douteuses nettes de provisions	141	0	3	0	11	0	0	10	165
Créances rattachées	161	0	10	0	762	0	0	0	933
Total général	1 371	9 553	26 396	9 487	102 085	8 879	15 610	43 227	216 607

— Informations sur créances douteuses et provisions au 31 décembre 2016 :

(En milliers d'euros.)	Encours douteux			
	31/12/15	Augmentation	Diminution	31/12/16
Créances douteuses brutes	893	188		1081

(En milliers d'euros.)	Provisions sur encours douteux			
	31/12/15	Dotation	Reprise	31/12/16
Provisions sur créances douteuses	731	198	14	916

1.3 Portefeuille titres d'investissement. — Au 31 décembre 2016, le portefeuille de titres d'investissement est composé de 9 titres en euro pour un montant nominal total de 30 millions d'euros et de 4 titres en dollar ont été achetés pour 9 millions de dollar. Ces titres sont classés en effet publics.

Sur 2016, AWBE a placé sa trésorerie excédentaire en EUR dans un titre obligataire lié (CLN à Taux Fixe liée à l'entité de référence Crédit Agricole Subordonnée) émis par la Royal Bank of Canada à un taux attractif de 2 % pour 10 M€.

Cette détention résulte de la volonté de la banque de placer à long terme (conservation jusqu'à échéance) une partie de l'excédent de trésorerie structurel.

Titres d'investissement (En milliers.)	Devise	Nominal 31/12/ 15	Acquisition	Cession	Nominal 31/12/ 16	Surcote d'acquisition	Intérêts courus	Date d'acquisition	Date d'échéance
Effets publics et valeurs assimilées	Cv/EUR	28 538	10 000	0	38 538	6 023	979		
ROYAUME DU MAROC*	EUR	2 500			2 500		69	04/06/2009	27/06/2017
ROYAUME DU MAROC*	EUR	2 500			2 500	17	69	22/09/2011	27/06/2017
REPUBLIQUE FRANCAISE	EUR	2 500			2 500	10	17	14/01/2014	25/11/2018
ROYAUME DE BELGIQUE	EUR	2 500			2 500	- 6	3	14/01/2014	22/06/2018
ROYAUME DE BELGIQUE	EUR	2 500			2 500	1 135	105	14/01/2014	22/06/2018
GOUVERNEMENT NEERLANDAIS	EUR	2 500			2 500	1 197	132	29/12/2014	15/01/2028
REPUBLIQUE D'AUTRICHE	EUR	2 500			2 500	1 356	73	29/12/2014	15/07/2027
REPUBLIQUE FRANCAISE	EUR	2 500			2 500	1 207	95	29/12/2014	25/04/2029
EUROPEAN INVESTMENT BANK*	USD	2 000			2 000	18	22	29/12/2015	15/12/2017
ROYAUME DE BELGIQUE*	USD	2 000			2 000	6	16	29/12/2015	22/06/2018
AFRICAN DEVELOPMENT BANK*	USD	4 000			4 000	1 139	218	31/12/2015	06/04/2023
REPUBLIQUE DE FINLANDE*	USD	1 000			1 000	5	5	31/12/2015	10/09/2019
ROYAL BANK OF CANADA	EUR		10 000		10 000		170	25/02/2016	21/12/2020

* Titres rémunérés à taux fixe adossés à un instrument de couverture de taux.

Ventilation selon la durée résiduelle, hors intérêts courus (en K€) :

Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
0	6 897	20 346	11 295

1.4 Participations et autres titres détenus à long terme. — Attijariwafa Bank Europe ne détient pas de titres de participation. Les titres classés dans cette rubrique, pour un montant de 151 K€, correspondent essentiellement aux certificats d'association du fonds de garantie des dépôts et de résolution et du fonds de résolution unique.

1.5 Immobilisations incorporelles et corporelles :

— Valeurs Brutes des immobilisations :

(En milliers d'euros.)	Valeur brute début d'exercice	Poste à poste	Acquisitions	Cessions	Valeur brute fin d'exercice
Immobilisations incorporelles en cours	0		82		82
Immobilisations incorporelles	3 308		59		3 366
Autres frais d'établissement	51				51
Fonds de commerce, droit au bail	1 543	- 83		46	1 414
Cumul immobilisations incorporelles	4 902	- 83	140	46	4 913
Immobilisations corporelles en cours	18		58	18	58
Terrains	1 919				1 919
Constructions	6 352			133	6 220
Aménagements, installations	27 618		38	2 214	25 442
Matériels informatiques	1 282		13	29	1 265
Matériels roulants	12			12	0
Matériels de bureau	536		50	17	570
Mobilier de bureau	2 638	83	52	49	2 725
Autres immobilisations corporelles	213		2		215
Cumul immobilisations corporelles	40 588	83	214	2 471	38 414
Total des immobilisations	45 490	0	354	2 517	43 327

— Dépréciations des immobilisations :

(En milliers d'euros.)	Cumul Dépréciations début d'exercice	Poste à poste	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : sorties de l'actif et reprises	Cumul dépréciations fin d'exercice
Immobilisations incorporelles en cours	0				0
Immobilisations incorporelles	3 121		139	250	3 010

FdC, droit au bail & frais d'établissement	542		82		624
Cumul immobilisations incorporelles	3 663	0	221	250	3 634
Immobilisations corporelles en cours	0				0
Constructions	1 837		203	46	1 993
Aménagements, installations	16 319		2 896	1 721	17 494
Matériels informatiques	1 079		79	28	1 130
Matériels roulants	12			12	0
Matériels de bureau	373		44	17	400
Mobilier de bureau	1 588		352	35	1 905
Autres immobilisations corporelles	150		3		153
Cumul immobilisations corporelles	21 357	0	3 575	1 859	23 073
Total dépréciation des immobilisations	25 020	0	3 797	2 109	26 707

1.6 Autres actifs et comptes de régularisation :

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Autres actifs	15 938	22 960
Débiteurs divers	12 517	20 294
Dépôts et cautionnement	1 260	777
TVA déductible & crédit de TVA	716	735
Créance d'Impôt sur les sociétés	1 445	1 154
Comptes de régularisation	6 969	5 121
Opérations de recouvrement	40	1 724
Ajustement devises	905	0
Charges payées d'avance	261	525
Produits à recevoir	5 687	2 592
Autres comptes de régularisation	76	280

— Produit à recevoir au titre de la prise en charge partielle du coût du gage espèces : Prise en charge du coût du gage espèce par les filiales du Groupe AWB dont les expositions dans les livres de la banque sont neutralisées en risque.

(En milliers d'euros.)	Gage espèces	Total
Refacturation coût du gage espèce au groupe AWB	1 284	1 284

Le gage espèces de 142 M€ a été renouvelé en février 2016 et se décompose depuis cette date ainsi :

- Un gage espèce de 100 M€ à échéance 19 février 2021 (avenant à la convention d'origine),
- Un gage espèce de 46 M\$ à échéance 19 février 2021 (nouvelle convention de gage espèce en dollar).

2. Notes sur le passif du bilan.

(En milliers d'euros.)

2.1 Dettes envers les établissements de crédits et opérations avec la clientèle :

(En milliers d'euros.)	2016	2015	Variation activité	Variation %
Etablissements de crédit :				
Comptes ordinaires créditeurs	67 501	85 805	– 18 303	– 21 %
Comptes et emprunts (1)	213 424	180 337	33 086	18 %
Dont :				
Emprunt JJ				
Emprunt à terme	213 424	180 337	33 086	18 %
Autres sommes dues	40	10	30	296 %
Intérêts courus non échus	92	78	15	19 %
	281 057	266 230	14 828	6 %
Comptes créditeurs de la clientèle :				
Comptes ordinaires	159 082	130 523	28 560	22 %
Dépôts de garantie	16 706	0	16 706	
Comptes à terme	9	109	– 100	– 92 %
Comptes d'épargne	77 712	73 330	4 382	6 %

Autres sommes dues	1 966	2 752	– 786	– 29 %
Intérêts courus non échus		0	0	
	255 476	206 714	48 762	24 %

(1) Ce poste inclut un gage espèce de la maison mère AWB d'un montant de 100 M€ et 46 M\$.

— Ventilation des dettes selon la durée résiduelle, hors intérêts courus :

(En milliers d'euros.)	< 1 M	1 M à 3 M	3 M à 6 M	6 M à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Emprunts au jour le jour							0
Emprunts à terme	23 000	28 460	1 897	0	143 566	16 500	213 424
Comptes créditeurs à terme	9						9
Autres sommes dues	2 006						2 006

2.2 Autres passifs et comptes de régularisation :

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Autres passifs	8 421	14 443
Charges à payer personnel	5 673	5 662
Impôts et taxes	1 778	1 532
TVA collectée	109	160
Autres créditeurs divers	861	7 089
Comptes de régularisation	9 667	8 259
Produits perçus d'avance	1 702	491
Opérations de recouvrement	953	130
Dettes fournisseurs	2 018	2 548
Charges à payer	4 995	5 090

2.3 Provisions pour risques et charges :

(En milliers d'euros.)	Montant au 31/12/15	Augmentations	Diminutions	Montant au 31/12/16
Provisions pour risques pays	0			0
Provisions pour litiges	0			0
Autres provisions pour risques et charges	1 020	160	205	975
Total	1 020	160	205	975

En 2016, la diminution des provisions pour risques et charges s'expliquent essentiellement par :

- Provisions pour litiges sociaux : Reprise de litiges sociaux pour 195 K€ et un complément de dotation de 40 K€ au titre de nouveaux litiges.
- Dotations aux provisions pour Fraude Externe pour 120 K€

2.4 Fonds pour risques bancaires généraux. — Au 31 décembre 2016, le stock de provision est à néant.

2.5 Capitaux propres :

2.5.1 - Historique des mouvements du capital : Lors de la création de l'établissement au 18/11/2005, le montant du capital s'élevait à 37 K€. Les variations suivantes sont intervenues :

(En milliers d'euros.)	Date	Augmentations	Montant du capital
Capital initial	18/11/2005	37	37
Augmentation de capital / apport d'actif	29/12/2005	26 070	26 107
Augmentation de capital / apport d'actif	13/12/2006	7 800	33 907
Augmentation en numéraire	06/06/2011	5 200	39 107
Augmentation de capital / apport d'actif	31/12/2013	7 534	46 640
Total	31/12/2016	46 640	

Au 31 décembre 2016, le capital d'AWBE est composé de 2 332 009 actions d'un montant nominal unitaire de 20 euros.

L'actionnariat, au 31 décembre 2016, se décompose comme suit :

Attijariwafa Euro Finances	2 326 552 actions (99,77 %)
Banque de l'Habitat du Sénégal	5 442 actions (0,23 %)
Personnes physiques	15 actions

2.5.2 - Variation des capitaux propres en euros :

Base sociale (En K€.)	Solde au 31/12/15	Affectation résultat	Augmentation	Diminution	Solde au 31/12/16
Capital	46 640	0	0	0	46 640
Prime	103	0	0	0	103
Réserves	248	0	0	0	248
RAN	- 2 849	1 473	0	0	- 1 376
Résultat	1 473	- 1 473	1 354	0	1 354
Total	45 615	0	1 354	0	46 969

Projet d'affectation du résultat 2016 :

Le résultat positif de 1 353 639,04 € sera affecté comme suit :

— Report à nouveau : 1 353 639,04 €.

Cela portera le report à nouveau à - 22 355,14 euros.

3. Notes sur le hors bilan.

(En milliers d'euros.)

3.1 Engagements donnés :

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Engagements de financement donnés en faveur des établissements de crédit	158 608	131 031
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	21 576	25 666
Engagements de garantie donnés en faveur des établissements de crédit	123 275	100 308
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	808	726
Total	304 267	257 732

— engagements donnés de financement bancaire : L'activité GTF en forte croissance explique les différentes évolutions des engagements financiers. Les engagements sur les crédits syndiqués représentent la plus forte augmentation de ce chapitre + 18 M€ en passant de 44 à 66 M€. Les engagements en faveur des établissements de crédit quant à eux augmentent de + 8M€. La partie garantie sur Défense Nationale diminue quant à elle de - 3 M€ en lien avec la variation de l'encours.

— Engagements données de garantie : Les garanties sur les CREDOC, partie confirmée, sont passées de 75 M€ en 2015 à 95 M€ en 2016 soit une augmentation de + 20 M€.

3.2 Engagements reçus :

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Engagements de financement reçus des établissements de crédit	60 000	60 000
Engagements de financement reçus de la clientèle	0	0
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	145 635	132 645
Engagements de garantie reçus de la clientèle	152 153	102 648
Total	357 787	295 293

— Engagements reçus de financement : Pas de mouvement en 2016. Ce poste correspond à l'accord de refinancement de 60 M€ de la maison mère AWB Maroc.

— Engagements reçus de garantie : Les garanties reçues Entreprise d'assurance (ICIEC, DHAMAN,...) sont en hausse de +59 M€ par rapport à 2015 et les garanties SFI passent de 3 M€ en 2015 à plus de 10 M€ sur l'année 2016.

3.3 Engagements sur instruments financiers à terme :

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Engagements sur IFT	13 538	13 267
Total	13 538	13 267

Pas de nouveaux swaps de couverture sur 2016.

4. Notes sur le compte de résultat.

(En milliers d'euros.)

4.0 Intérêts et produits assimilés. — Ce poste comprend :

Intérêts et produits assimilés (En milliers d'euros.)	2016	2015
Intérêts échus et les intérêts courus non échus sur opérations avec établissements de crédit	2 430	2 921
Intérêts échus et les intérêts courus non échus sur opérations avec la clientèle	7 713	6 532
Intérêts échus et les intérêts courus non échus des obligations et autres titres à revenu fixe	1 466	856
Produits sur engagements de financement, produits sur opérations de hors-bilan	1 143	963
Produits sur engagements de garantie, produits sur opérations de hors-bilan	3 224	1 567
Total	15 975	12 838

4.1 Intérêts et charges assimilées. — Ce poste comprend :

Intérêts et charges assimilées (En milliers d'euros.)	2016	2015
Intérêts échus et les intérêts courus non échus sur opérations de refinancement	3 184	2 621
Intérêts échus et les intérêts courus non échus sur la clientèle	142	281
Intérêts échus et les intérêts courus non échus sur instruments de couverture	617	451
Charges sur engagements de financement reçus d'établissements de crédit	1 014	650
Total	4 957	4 004

4.2 Commissions. — Ce poste comprend :

Commissions (En milliers d'euros.)	2016	2015
Commissions sur opérations interbancaires	1 878	1 021
Commissions sur opérations avec la clientèle	8 408	7 692
Commissions sur opérations de change	20	12
Autres commissions	50	- 19
Total	10 356	8 706

4.3 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation. — Il s'agit des gains réalisés sur des opérations de change.

Au 31 décembre 2016, le gain sur les opérations de change est de 5 829 K€ contre 4 621 K€ en 2015.

4.4 Autres produits et charges d'exploitation bancaire :

— Le poste « Autres produits d'exploitation bancaire » est en baisse de 18 % et s'élève à 21 644 K€ fin 2016.

Ce poste est principalement constitué des commissions d'intermédiation et de représentation perçues dans le cadre de la convention de prestations de services conclue avec Attijariwafa Bank Maroc.

Cette baisse de 4 745 K€ s'explique principalement par la baisse de la représentation AWB de 5 000 K€ sur l'exercice 2016.

Commission d'intermédiation et de représentation (En K€.)	2016	2015
France	10 119	14 494
Belgique	3 459	3 296
Allemagne	1 483	1 490
Pays-Bas	1 362	1 500
Italie	2 008	2 017
Espagne	2 002	2 144
Total	20 432	24 941

— Le poste « Autres charges d'exploitation bancaire » est en hausse de 5 % et s'élève à 835 K€ fin 2016.

Ce poste est composé des frais liés aux cartes bancaires et à ceux liés à nos distributeurs de billets.

4.5 Produit net bancaire. — Le produit net bancaire s'élève à 48 014 K€ contre K€ en 2015, soit une augmentation de 1 %.

Ci-dessous la contribution des différentes entités dans le PNB AWBE :

(En milliers d'euros.)	2016	2015	Variation activité	Variation %
France	32 767	32 902	- 134	0 %
Belgique	4 983	5 084	- 102	- 2 %
Allemagne	1 671	1 683	- 11	- 1 %
Pays-Bas	1 608	1 531	77	5 %

Espagne	3 721	3 473	247	7 %
Italie	3 265	3 080	185	6 %
PNB	48 014	47 753	262	1 %

Le PNB se détaille comme suit :

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Produits bancaires	54 043	52 815
Charges bancaires	6 029	5 062
PNB	48 014	47 753

4.6 Charges générales d'exploitation. — Les charges d'exploitation s'élèvent à 42 689 K€ en hausse de 1 % par rapport à 2015 et se décomposent de la façon suivante :

(En milliers d'euros.)	2016	2015	Variation %
Charges de personnel	26 906	25 407	6 %
Salaires et traitements	18 755	17 511	7 %
Charges sociales	7 634	7 309	4 %
Impôts, taxes et versements assimilés	517	588	– 12 %
Charges d'exploitation - services extérieurs	15 376	15 973	– 4 %
Impôts et taxes	1 212	1 091	11 %
Charges refacturées	– 805	– 354	127 %
Charges générales d'exploitation	42 689	42 117	1 %

Les charges se décomposent par zone géographique comme suit :

(En milliers d'euros.)	France	Belgique	Espagne	Italie	Pays-Bas	Allemagne	Total
Charges de personnel	17 260	3 305	2 554	1 785	966	1 038	26 906
Services extérieurs	11 662	1 039	791	1 065	372	448	15 376
Impôts et taxes	901	203	83	5	3	17	1 212
Charges refacturées	– 568	0	– 237	0	0	0	– 805
Charges générales d'exploitation	29 254	4 546	3 190	2 855	1 341	1 503	42 689

4.7 Coût du risque. — Le coût du risque s'élève à – 126 K€ au 31 décembre 2016 et s'analyse comme suit :

Coût du Risque 2016 (En milliers d'euros.)	Dotations	Reprises	Pertes non couvertes	Pertes couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total
Dépréciation d'actif	– 176	14	0	– 11	3	– 171
Interbancaires						0
Clientèle	– 176	14		– 11	3	– 171
Titres et débiteurs divers						0
Provisions	– 160	205	0	0	0	45
Engagements hors bilan						0
Provisions pour risque pays						0
Autres (dont litige personnel et IFC)	– 160	205				45
Total	– 337	219	0	– 11	3	– 126

4.8 Résultat exceptionnel. — Le résultat exceptionnel 2016 s'élève à + 278 K€, par différence des :

- produits exceptionnels pour un montant de 384 K€,
- charges exceptionnelles pour un montant de 105 K€.

4.9 Résultat courant avant impôt et résultat net :

- Le résultat courant avant impôt s'élève à 1 214 K€ en 2016 contre 1 520 K€ en 2015.
- Au 31 décembre 2016, les activités de la banque génèrent un résultat net de + 1 354 K€ contre + 1 473 en 2015.

(En milliers d'euros.)	Total	Résultat d'exploitation	Résultat exceptionnel	Dotations/reprises FRBG
Résultat avant impôt	1 493	1 214	278	0
Impôt sur les sociétés	– 139			
Résultat après impôt	1 354			

5. Notes diverses.

5.1 Participation des salariés aux résultats de l'entreprise. — Aucune réserve spéciale de participation n'a été constituée au titre de l'exercice 2016.

5.2 Effectif. — L'effectif total d'Attijariwafa Bank Europe au 31 décembre 2016 s'élève à 427 collaborateurs contre 415 en 2015.

Il se décompose comme suit :

Zones géographiques	Effectif 31/12/16			Effectif 31/12/15		
	Cadre	Non cadre	Total	Cadre	Non cadre	Total
France	132	145	277	134	134	268
Belgique	22	27	49	20	28	48
Allemagne	7	10	17	7	10	17
Espagne	6	34	40	6	35	41
Italie	4	25	29	2	26	28
Pays-Bas	1	14	15	12	1	13
			427			415

5.3 Provisions pour retraites. — Les calculs effectués permettent d'indiquer que les réserves de la CRPB au 31 décembre 2016 couvrent les dépenses futures résultant de la mise en œuvre de l'accord collectif et que, dans ces conditions, compte tenu des informations dont nous disposons à ce jour, nous n'avons pas à prendre dans nos comptes 2016 un engagement à l'égard de la CRPB au titre du complément bancaire.

Au 31 décembre 2016, les engagements de retraites non comptabilisés sur la filiale s'élèvent à 1 073 313,71 euros. Les calculs, effectués par notre actuaire en 2016, ont été réalisés selon les hypothèses suivantes :

Effectifs totaux au 31/12/16	257
Nombre de communs	226
Nombre d'entrants	31
Nombre de sortants	23
Proportion de femmes	40,5 %
Masse salariale	10 342 216
Age moyen	40,0
Ancienneté moyenne	8,9
Durée résiduelle moyenne	13,4
Taux actualisation	1,31 %

5.4 Les 10 meilleures Rémunérations. — Le montant global des sommes versées (rémunérations directes ou indirectes) aux dix personnes les mieux rémunérées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ressort à la somme de 1 272 038 €.

5.5 Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE). — Au 31 décembre 2016, le solde cumulé du CICE est de 1 108 K€ dans nos livres (2013 : 205 K€, 2014 : 297 K€, 2015 : 306 K€ et 2016 : 300 K€).

5.6 Rémunération des Commissaires aux Comptes. — Les honoraires, liés au contrôle légal des comptes 2016, sont de 120 K€ hors taxes.

5.7 Société consolidante. — Attijariwafa Bank Europe est consolidée par intégration globale dans les comptes d'Attijariwafa Euro Finances.

5.8 Opérations avec des entreprises liées au 31.12.2016 :

Contrepartie	Emplois		Ressources		Engagements		
	A terme	A vue	A terme	A vue	Donnés	Reçus	Donnés sur titres
ATTIJARI BANK MAURITANIE	- 2 580	- 6 451	0	434	- 25 963	15 321	0
ATTIJARI BANK TUNISIE	- 1 337	- 1 765	0	8 452	- 10 816	9 897	0
ATTIJARI INTERNATIONAL BANK	0	0	0	336	0	0	0
ATTIJARIWafa BANK	- 7 353	- 433	188 526	6 085	- 17 025	95 461	- 11 038
ATTIJARIWafa BANK PARTICIPATIONS	0	- 46	0	0	0	0	0
ATTIJARIWafa BANK MAROCO-MAURITANIA	0	0	0	2 776	0	0	0
ATTIJARIWafa BK AFRIQUE PARTICIPATIO	0	- 50	0	0	0	0	0
ATTIJARIWafa LIMITED	0	0	0	110	0	0	0
BIA TOGO	- 432	- 5 158	0	9	- 10 906	0	0

BIM MALI	0	- 123	0	1 908	- 17 473	961	0
CBAO BENIN	0	0	0	369	- 2 000	457	0
CBAO BURKINA FASO	0	- 1 877	0	71	- 724	5 964	0
CBAO NIGER	0	0	0	251	- 26 199	5 786	0
CBAO SENEGAL	- 4 197	- 3 934	0	371	- 23 354	5 585	0
CREDIT DU CONGO	0	- 11 960	0	849	- 1 650	0	0
CREDIT DU SENEGAL	- 291	- 51	0	193	- 10 888	0	0
SCB CAMEROUN	0	0	0	6 668	- 32 133	4 603	0
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE	- 417	0	0	4 845	- 27 896	0	0
UNION GABONAISE DE BANQUE	- 5 498	- 12 540	0	246	- 36 691	8 277	0
Total général	- 22 105	- 44 389	188 526	33 972	- 243 718	152 311	- 11 038

Les opérations liées ont été effectuées avec les entités suivantes faisant partie du groupe Attijariwafa Bank :

Une convention de prestation de services a été signée le 2 janvier 2006 entre Attijariwafa Bank Europe et Attijariwafa Bank (la maison-mère) modifiée par l'avenant du 15 juin 2015. Un nouvel avenant à cette convention a été signé le 31 mars 2017, avec date de prise d'effet le 1^{er} janvier 2016.

Le même type de convention a également été passé avec la filiale tunisienne du Groupe en date du 18 octobre 2012.

Ces conventions définissent les termes de rémunération des activités d'intermédiation réalisées par Attijariwafa Bank Europe.

5.9 Evénements postérieurs à la clôture au 31 décembre 2016. — Néant.

IV. — Affectation du résultat.

L'Assemblée Générale approuve la proposition du Conseil d'Administration et décide d'affecter 1 353 639,04 € en report à nouveau.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale constate qu'aucun dividende n'a été distribué depuis la constitution de la Société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

V. — Attestation des commissaires aux comptes sur les informations communiquées dans le cadre de l'article L. 225-115 4° du Code de commerce relatif au montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en application de l'article L.225-115 4° du Code de commerce, nous avons établi la présente attestation sur les informations relatives au montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, figurant dans le document ci-joint.

Ces informations ont été établies sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient d'attester ces informations.

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons effectué un audit des comptes annuels de votre société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Notre audit, effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France, avait pour objectif d'exprimer une opinion sur les comptes annuels pris dans leur ensemble, et non pas sur des éléments spécifiques de ces comptes utilisés pour la détermination du montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées. Par conséquent, nous n'avons pas effectué nos tests d'audit et nos sondages dans cet objectif et nous n'exprimons aucune opinion sur ces éléments pris isolément.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Ces diligences, qui ne constituent ni un audit ni un examen limité, ont consisté à effectuer les rapprochements nécessaires entre le montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées et la comptabilité dont il est issu et vérifier qu'il concorde avec les éléments ayant servi de base à l'établissement des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance du montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées figurant dans le document joint et s'élevant à 1 272 038 euros avec la comptabilité ayant servi de base à l'établissement des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

La présente attestation tient lieu de certification de l'exactitude du montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées au sens de l'article L. 225-115 4° du Code de commerce.

Elle est établie à votre attention dans le contexte précisé au premier paragraphe et ne doit pas être utilisée, diffusée ou citée à d'autres fins.

Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 15 mai 2017.

Les Commissaires aux comptes :

Deloitte & Associés,
Jean-Vincent COUSTEL ;

Mazars,
Jean LATORZEFF.

VI. — Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels.

Exercice clos le 31 décembre 2016.

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Attijariwafa Bank Europe, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Suite à l'examen des procédures de contrôle interne, la société a mis en place en 2012 le projet « Cap Qualité » destiné à renforcer la conformité de l'organisation, des processus et des systèmes d'information à la réglementation bancaire et à s'inscrire dans une démarche d'optimisation et de qualité de ses activités en Europe. La pérennisation de ce projet s'étant traduite par le lancement du projet « Afriway » depuis l'exercice 2015, tel que décrit dans la note « Faits marquants de l'année 2016 » de l'annexe aux comptes, nous avons été amenés à effectuer des contrôles étendus sur certaines opérations en 2016 comme en 2015.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 15 mai 2017.

Les Commissaires aux comptes :

Deloitte & Associés,
Jean-Vincent COUSTEL ;

Mazars,
Jean LATORZEFF.

VII. — Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale.

En application de l'article L.225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

1. Conventions autorisées au cours de l'exercice écoulé :

a. Avenant N° 3 au contrat de cession bail du 2 décembre 2016 :

— Personnes concernées :

— Attijariwafa Bank :

- Omar Bounjou : Administrateur d'Attijariwafa Bank Europe et Directeur Général d'Attijariwafa Bank.
- Ismaïl Douiri : Administrateur d'Attijariwafa Bank Europe et Directeur Général d'Attijariwafa Bank.

— Attijariwafa Bank Europe :

- El Hassane El Bedraoui : Administrateur Directeur Général d'Attijariwafa Bank Europe.
- Vincent Damilo : Directeur Général Adjoint.

— Nature, objet et modalités : Pour rappel, la convention a été signée le 31 mars 2011 entre Attijariwafa Bank Europe et Attijariwafa Bank. Cette convention définit les modalités du contrat de cession bail selon lequel Attijariwafa Bank Europe a cédé à sa maison mère Attijariwafa Bank les droits liés aux contrats d'équipement listés en annexe 1 de ladite convention.

Parallèlement à cette cession, Attijariwafa Bank donne en location à Attijariwafa Bank Europe l'équipement matériel informatique et bureautique. Cette location est assortie d'une option d'achat au profit d'Attijariwafa Bank Europe.

Selon l'article 13 de ladite convention, les parties prenantes ont décidé d'un commun accord de prendre en compte des facturations complémentaires des mêmes prestataires sur la période 2015 - juillet 2016. Le prix de cession des éléments complémentaires a été fixé à 3 838 255,32 euros, portant la part résiduelle du contrat au 1^{er} janvier 2017, à 27 510 016 € à amortir sur la durée restante, soit 14 ans.

Cette convention a été autorisée par votre Conseil d'Administration du 2 décembre 2016.

— Intérêts pour la société : Cet avenant a été mis en place afin de tenir à jour la convention de cession bail.

— Impacts 2016 : Les charges relatives aux loyers s'élèvent à 1 710 390 euros au titre de l'exercice 2016.

b. Avenant N° 1 au contrat de gage-espèces en euros du 12 février 2016 :

— Personnes concernées :

— Attijariwafa Bank :

- Omar Bounjou : Administrateur d'Attijariwafa Bank Europe et Directeur Général délégué d'Attijariwafa Bank.
- Ismaïl Douiri : Administrateur d'Attijariwafa Bank Europe et Directeur Général délégué d'Attijariwafa Bank.

— Attijariwafa Bank Europe :

- El Hassane El Bedraoui : Administrateur Directeur Général d'Attijariwafa Bank Europe.
- Vincent Damilo : Directeur Général Adjoint.

— Nature, objet et modalités : Attijariwafa Bank Europe bénéficie d'un gage-espèces de 100 millions d'euros, en garantie du complet paiement des créances garanties. Cette somme pourra faire l'objet de modifications ultérieures par accord des parties, sans que le montant du gage-espèces ne soit inférieur au montant des créances garanties.

L'avenant a été signé le 12 février 2016, et restera en vigueur jusqu'au 19 février 2021.

Cette convention a été autorisée par votre Conseil d'Administration du 23 mars 2016.

— Intérêts pour la société : Cette convention a été mis en place afin de gérer les ratios réglementaires, et notamment le ratio de liquidité en dollar.

— Impacts 2016 : Une charge d'intérêts de 619 661 euros a été comptabilisée au titre de l'exercice 2016.

c. Convention de gage-espèces en dollars du 12 février 2016 :

— Personnes concernées :

— Attijariwafa Bank :

- Omar Bounjou : Administrateur d'Attijariwafa Bank Europe et Directeur Général délégué d'Attijariwafa Bank.
- Ismaïl Douiri : Administrateur d'Attijariwafa Bank Europe et Directeur Général délégué d'Attijariwafa Bank.

— Attijariwafa Bank Europe :

- El Hassane El Bedraoui : Administrateur Directeur Général d'Attijariwafa Bank Europe.
- Vincent Damilo : Directeur Général Adjoint.

— Nature, objet et modalités : Attijariwafa Bank Europe bénéficie d'un gage-espèces dont la contre-valeur libellée en dollar américain s'élève à 42 millions d'euros, en garantie du complet paiement des créances garanties. Cette somme pourra faire l'objet de modifications ultérieures par accord

des parties, sans que le montant du gage-espèces ne soit inférieur au montant des créances garanties. Le taux de change applicable à cette contre-valeur sera figé 2 jours ouvrés avant la date d'effet du présent contrat.

Le contrat de gage a été signé le 12 février 2016, et restera en vigueur jusqu'à la dernière des 2 dates suivantes : le 19 février 2021 ou le terme des créances garanties. Par ailleurs, les parties ont convenu d'une rémunération mensuelle du gage-espèces calculée aux conditions de marché sur la base d'un taux de référence égal au taux LIBOR USD maturité 1 mois déterminé 2 jours ouvrés avant chaque période observé, auquel il sera ajouté tout éventuel coût de financement supporté par Attijariwafa Bank (article 7 du présent contrat).

Cette convention a été autorisée par votre Conseil d'Administration du 23 mars 2016.

— Intérêts pour la société : Cette convention a été mis en place afin de gérer les ratios réglementaires, et notamment le ratio de liquidité en dollar. Le gage espèces d'origine de 142 millions d'euros a été splitté entre un gage espèces en euro de 100 millions d'euros et un gage espèces en dollar pour l'équivalent de 42 millions d'euros.

— Impacts 2016 : Une charge d'intérêt a été enregistrée à hauteur de 316 300 euros au titre de cette convention dans les comptes d'Attijariwafa Bank Europe au titre de l'exercice 2016.

2. Convention autorisée depuis la clôture de l'exercice écoulé :

a. Avenant 2017 à la convention de prestation de service du 31 mars 2017 :

— Personnes concernées :

— Attijariwafa Bank :

- Omar Bounjou : Administrateur d'Attijariwafa Bank Europe et Directeur Général d'Attijariwafa Bank.

- Ismaïl Douiri : Administrateur d'Attijariwafa Bank Europe et Directeur Général d'Attijariwafa Bank.

— Attijariwafa Bank Europe :

- El Hassane El Bedraoui : Administrateur Directeur Général d'Attijariwafa Bank Europe.

- Vincent Damilo : Directeur Général Adjoint.

— Nature, objet et modalités : Cet avenant, signé le 31 mars 2017 avec date de prise d'effet le 1^{er} janvier 2016 et pour une durée non définie, a pour objet la révision de la tarification et du forfait de représentation pour la filiale et les succursales.

Il s'applique à la convention de prestations de services signée le 2 janvier 2006 entre Attijariwafa Bank Europe et Attijariwafa Bank. Cette convention qui définit les termes de rémunération des activités d'intermédiation réalisées par Attijariwafa Bank Europe avait déjà fait l'objet de 2 avenants, signés en 2009 et en 2015.

Cet avenant a été autorisé par votre Conseil d'Administration du 31 mars 2017.

— Intérêts pour la société : Cette mesure s'inscrit dans le cadre de la politique d'autonomie de la filiale vis-à-vis de sa maison mère Attijariwafa Bank.

— Impact 2016 : Au titre de la convention d'origine, il a été comptabilisé un produit relatif aux frais d'intermédiation pour 16 083 874 euros sur l'exercice 2016. A cela s'ajoute un produit relatif aux frais de représentation pour 4 462 000 euros, au titre de l'avenant, sur l'exercice 2016.

Conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale.

En application de l'article R.225-30 du Code de commerce, nous avons été informé(s) que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

1. Convention El Beida entre Attijariwafa Bank Europe et Attijariwafa Bank.

— Personnes concernées :

— Boubker Jai : Administrateur d'Attijariwafa Bank Europe et Directeur Général délégué d'Attijariwafa Bank.

— Omar Bounjou : Administrateur d'Attijariwafa Bank Europe et Directeur Général délégué d'Attijariwafa Bank.

— Nature, objet et modalités : La convention a été signée le 26 novembre 2010 entre Attijariwafa Bank Europe et Attijariwafa Bank. Cette convention définit les termes de traitement des opérations à l'international.

Cette convention a été autorisée par votre Conseil d'Administration du 26 novembre 2010. La poursuite de cette convention a été validée par votre Conseil d'Administration du 23 mars 2016.

— Impact 2016 : Aucun impact résultat n'a été enregistré dans les comptes d'Attijariwafa Bank Europe au titre de l'exercice 2016.

2. Accord de refinancement entre Attijariwafa Bank Europe et Attijariwafa Bank.

— Personnes concernées :

— Boubker Jai : Administrateur d'Attijariwafa Bank Europe et Directeur Général délégué d'Attijariwafa Bank.

— Omar Bounjou : Administrateur d'Attijariwafa Bank Europe et Directeur Général délégué d'Attijariwafa Bank.

— Nature, objet et modalités : Cet accord signé le 26 novembre 2010 entre Attijariwafa Bank Europe et Attijariwafa Bank définit les termes de l'ouverture d'une ligne de crédit à hauteur de 60 millions d'euros dans les livres d'Attijariwafa Bank en faveur d'Attijariwafa Bank Europe.

Cette convention a été autorisée par votre Conseil d'Administration du 26 novembre 2010. La poursuite de cette convention a été validée par votre Conseil d'Administration du 23 mars 2016.

— Impact 2016 : En l'absence de tirage sur cette ligne en 2016, aucun impact résultat n'a été enregistré dans les comptes d'Attijariwafa Bank Europe au titre de l'exercice 2016.

3. Convention de prestations de services entre Attijariwafa Bank Europe et Attijariwafa Bank Tunisie.

— Personnes concernées :

- Mouawia Essekkeli : Administrateur Directeur Général d'Attijariwafa Bank Europe.
- Hassan Bertal : Administrateur Directeur Général d'Attijariwafa Bank Tunisie.

— Nature, objet et modalités : La convention a été signée le 26 octobre 2010 entre Attijariwafa Bank Europe et Attijariwafa Bank Tunisie. Cette convention définit les termes de la tarification des opérations de transfert concernant les produits liés aux comptes bancaires des clients TRE (Tunisiens Résidents à l'Etranger), ouverts dans les livres d'Attijariwafa Bank Tunisie.

Cette convention a été autorisée par votre Conseil d'Administration du 26 novembre 2010. La poursuite de cette convention a été validée par votre Conseil d'Administration du 23 mars 2016.

— Impact 2016 : Des produits de 150 309 euros ont été comptabilisés sur l'exercice 2016 au titre de cette convention.

4. Convention cadre de crédit sans recours.

— Personnes concernées :

- Boubker Jai : Administrateur d'Attijariwafa Bank Europe et Directeur Général délégué d'Attijariwafa Bank.
- Omar Bounjou : Administrateur d'Attijariwafa Bank Europe et Directeur Général délégué d'Attijariwafa Bank.

— Nature, objet et modalités : La convention a été signée le 24 avril 2010 entre Attijariwafa Bank Europe et Attijariwafa Bank. Cette convention définit les conditions de recours limité dont bénéficie Attijariwafa Bank envers Attijariwafa Bank Europe relativement aux sommes dues en principal et/ou intérêts par Attijariwafa Bank Europe au titre des refinancements des opérations clients (crédits acheteurs) déjà mises en place à la date de la convention ou à mettre en place postérieurement à cette date.

Cette convention a été autorisée par votre Conseil d'Administration du 17 novembre 2009. La poursuite de cette convention a été validée par votre Conseil d'Administration du 23 mars 2016.

— Impact 2016 : Une charge de 6 524 euros a été comptabilisée sur l'exercice 2016 au titre de cette convention.

5. Bail commercial.

— Personnes concernées : Boubker Jai : Président du Conseil d'Administration de CBIP absorbée par Attijariwafa Bank Europe et Directeur Général délégué d'Attijariwafa Bank.

— Nature, objet et modalités : Un bail commercial concernant les locaux sis au 76 rue Curial a été signé entre la CBIP et la SCI Indépendance (activité bancaire seule autorisée), pour une durée de 9 ans moyennant un loyer annuel de 240 000 euros hors charges.

La poursuite de cette convention a été validée par votre Conseil d'Administration du 23 mars 2016.

— Impact 2016 : Une charge de 240 000 euros a été comptabilisée sur l'exercice 2016 au titre de cette convention.

6. Convention de gestion Actif Passif (ALM) du 29 mai 2015.

— Personnes concernées :

- Mohamed El Kettani : Administrateur d'Attijariwafa Bank Europe et Président Directeur Général d'Attijariwafa Bank.
- Boubker Jai : Administrateur d'Attijariwafa Bank Europe et Directeur Général délégué d'Attijariwafa Bank.
- Omar Bounjou : Administrateur d'Attijariwafa Bank Europe et Directeur Général délégué d'Attijariwafa Bank.

— Nature, objet et modalités : Cette convention a pour objet de définir les conditions générales de prestations de services entre Attijariwafa Bank et Attijariwafa Bank Europe concernant la production des états relatifs au suivi de l'ALM d'Attijariwafa Bank Europe et qui feront l'objet de présentations aux membres du Comité ALM (trimestriel). Par cette convention, une partie des traitements ALM d'Attijariwafa Bank Europe est décentralisée au niveau d'Attijariwafa Bank. Cette convention est conclue pour une durée de 1 an avec tacite reconduction.

Cette convention a été autorisée par votre Conseil d'Administration du 15 juin 2015. La poursuite de cette convention a été approuvée par votre Conseil d'Administration du 23 mars 2016. D'un commun accord entre les parties, il a été convenu l'absence de rémunération au profit d'Attijariwafa Bank.

— Intérêts pour la société : Cette convention a été conclue dans le but de bénéficier de l'expertise d'Attijariwafa Bank en matière de suivi de l'ALM. La gestion Actif Passif fournit les moyens nécessaires pour identifier, mesurer, diriger et contrôler les risques de taux, de liquidité et de change.

— Impact 2016 : Aucun impact résultat n'a été enregistré dans les comptes d'Attijariwafa Bank Europe au titre de l'exercice 2016.

7. Convention de Gage6Espèce du 29 mai 2015 :

— Personnes concernées :

- Mohamed El Kettani : Administrateur d'Attijariwafa Bank Europe et Président Directeur Général d'Attijariwafa Bank.
- Boubker Jai : Administrateur d'Attijariwafa Bank Europe et Directeur Général délégué d'Attijariwafa Bank.
- Omar Bounjou : Administrateur d'Attijariwafa Bank Europe et Directeur Général délégué d'Attijariwafa Bank.

— Nature, objet et modalités : Cette convention a pour objet de compléter les sûretés mises en place pour atténuer l'exposition d'AWBE sur le Royaume du Maroc (crédit acheteur) et ainsi respecter les exigences prudentielles notamment en matière de Grands Risques. Le gage-espèces s'élève à 16 500 000 € rémunéré à Euribor 3 mois.

Cette convention a été autorisée par votre Conseil d'Administration du 15 juin 2015. La poursuite de cette convention a été approuvée par votre Conseil d'Administration du 23 mars 2016.

— Intérêt pour la société : Cette convention a été conclue dans le but de permettre à Attijariwafa Bank Europe de respecter les exigences prudentielles notamment en matière de Grands Risques.

— Impact 2016 : Une charge d'intérêt a été comptabilisée à hauteur de 1 677 euros au titre de cette convention au cours de l'exercice 2016.

8. Convention d'Echelonnement d'une créance :

— Personnes concernées :

- Mohamed El Kettani : Administrateur d'Attijariwafa Bank Europe et Président Directeur Général d'Attijariwafa Bank.
- Boubker Jai : Administrateur d'Attijariwafa Bank Europe et Directeur Général délégué d'Attijariwafa Bank.
- Omar Bounjou : Administrateur d'Attijariwafa Bank Europe et Directeur Général délégué d'Attijariwafa Bank.

— Nature, objet et modalités : Cette convention a été signée le 16 mars 2016. Elle prévoit le remboursement par Attijariwafa Bank d'une créance envers Attijariwafa Bank Europe de 3 761 296,65 € à compter du 5 avril 2016 sur une durée de 8 ans. Cette convention prend effet rétroactivement en date du 1^{er} janvier 2016 et s'achèvera une fois le dernier remboursement effectué par Attijariwafa Bank le 5 janvier 2023.

Cette convention a été autorisée par votre Conseil d'Administration du 23 mars 2016.

— Intérêts pour la société : Cette créance est née des frais de fusion avec la CBIP engagés par Attijariwafa Bank Europe dans le cadre de son projet Cap Fusion et que le groupe Attijariwafa Bank avait décidé de prendre en charge.

— Impact 2016 : Aucun impact résultat n'a été enregistré dans les comptes d'Attijariwafa Bank Europe au titre de l'exercice 2016.

9. Convention de prestations de services entre Attijariwafa Bank Europe et Attijariwafa Bank (modifié par l'avenant 2017 à la convention de prestation de service du 31 mars 2017 décrit en première partie du présent rapport).

— Personnes concernée :

- Omar Bounjou : Administrateur d'Attijariwafa Bank Europe et Directeur Général délégué d'Attijariwafa Bank.

— Nature, objet et modalités : Une convention de prestations de services a été signée le 2 janvier 2006 entre Attijariwafa Bank Europe et Attijariwafa Bank. Un avenant à cette convention a été signé le 2 janvier 2009, avec date de prise d'effet le 1^{er} janvier 2009 et pour une durée non définie. Cette convention définit les termes de rémunération des activités de transfert réalisées par Attijariwafa Bank Europe. Cette convention a été autorisée par votre Conseil d'Administration du 1^{er} mars 2010.

Un second avenant a été signé le 15 juin 2015 avec date de prise d'effet le 1^{er} janvier 2015 et pour une durée non définie, avec pour objet la révision de la tarification et du forfait de représentation pour la filiale et les succursales. Cet avenant a été autorisé par votre Conseil d'Administration du 18 mars 2015.

Cette convention s'est poursuivie avec la signature d'un nouvel avenant « Avenant 2017 à la convention de prestation de service du 31 mars 2017 » décrit en première partie du présent rapport, de même que l'impact relatif à cette convention.

10. Contrats de gage-espèces entre Attijariwafa Bank Europe et Attijariwafa Bank (modifié par le contrat de gage-espèces en dollar du 12 février 2016 et l'avenant N°1 du contrat de gage-espèces en euro du 12 février 2016 décrits en première partie du présent rapport).

— Personnes concernées :

- Boubker Jai : Administrateur d'Attijariwafa Bank Europe et Directeur Général délégué d'Attijariwafa Bank.
- Omar Bounjou : Administrateur d'Attijariwafa Bank Europe et Directeur Général délégué d'Attijariwafa Bank.

— Nature, objet et modalités : Attijariwafa Bank Europe bénéficie de deux gages-espèces d'une somme maximum de respectivement 55 et 87 millions d'euros en principal, frais et accessoires, relatif aux sommes figurant au crédit des comptes à terme dans ses livres au nom de Attijariwafa Bank (sa maison mère). Le plafond ainsi fixé pourra faire l'objet de modification ultérieure par accord des sociétés cocontractantes.

Ces contrats ont été signés respectivement le 31 mars 2011 et le 17 octobre 2011 pour des durées de dix-huit mois chacun, les conditions relatives à la rémunération de la somme en gage étant reprises à l'article 7 de chacun de ces contrats.

Ces deux conventions ont été autorisées respectivement par vos Conseils d'Administration du 11 mars 2011 et du 17 octobre 2011.

Cette convention a été remplacée par les conventions suivantes « Contrat de gage-espèces en dollar du 12 février 2016 et avenant N° 1 du contrat de gage-espèces en euro du 12 février 2016 décrits en première partie du présent rapport, de même que l'impact relatif à cette convention.

11. Convention de Lease-back entre Attijariwafa Bank Europe et Attijariwafa Bank (modifié par l'avenant N° 3 au contrat de cession bail du 2 décembre 2016 décrit en première partie du présent rapport).

— Personnes concernées :

- Boubker Jai : Administrateur d'Attijariwafa Bank Europe et Directeur Général délégué d'Attijariwafa Bank.
- Omar Bounjou : Administrateur d'Attijariwafa Bank Europe et Directeur Général délégué d'Attijariwafa Bank.

— Nature, objet et modalités : La convention a été signée le 31 mars 2011 entre Attijariwafa Bank Europe et Attijariwafa Bank. Cette convention définit les modalités du contrat de cession-bail selon lequel Attijariwafa Bank Europe a cédé à sa maison mère Attijariwafa Bank les droits liés aux contrats d'équipement listés en annexe 1 de ladite convention. Parallèlement à cette cession, Attijariwafa Bank donne en location à Attijariwafa Bank Europe l'équipement matériel informatique et bureautique. Cette location est assortie d'une option d'achat au profit d'Attijariwafa Bank Europe.

Cette convention a été autorisée par votre Conseil d'Administration du 31 mars 2011. Cette convention s'est poursuivie avec la signature d'un nouvel avenant « Avenant N° 3 au contrat de cession-bail du 2 décembre 2016 » décrit en première partie du présent rapport, de même que l'impact relatif à cette convention.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Courbevoie, le 15 mai 2017.

Les Commissaires aux comptes :

Deloitte & Associés,
Jean-Vincent COUSTEL ;

Mazars,
Jean LATORZEFF.

VI. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société 6, rue Chauchat, 75009 Paris.

1703119